



ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST
AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE
DES PORTEURS DE PARTS

qui se tiendra le 18 juin 2015

et

CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

Le 1^{er} mai 2015

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES PORTEURS DE PARTS

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ qu'une assemblée annuelle (l'« **assemblée** ») des porteurs (les « **porteurs de parts** ») de parts de fiducie (les « **parts** ») de Artis Real Estate Investment Trust (« **Artis** » ou la « **FPI** ») se tiendra au Main Floor Conference Centre, 360, Main Street, à Winnipeg, au Manitoba, le jeudi 18 juin 2015, à 11 h HNC, aux fins suivantes :

1. recevoir les états financiers consolidés annuels de Artis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, y compris le rapport de l'auditeur externe y afférent;
2. fixer à huit (8) le nombre de fiduciaires de Artis (les « **fiduciaires** ») qui seront élus ou nommés;
3. élire les fiduciaires qui seront en poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des porteurs de parts;
4. nommer l'auditeur externe de Artis pour le prochain exercice et autoriser les fiduciaires à fixer sa rémunération;
5. traiter toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

À la date du présent avis, la direction n'est au courant d'aucune modification apportée à ces points à l'ordre du jour et ne prévoit pas que d'autres questions seront soumises à l'assemblée. Si des modifications sont apportées à ces points ou si de nouvelles questions sont soumises, les droits de vote rattachés à vos parts pourront être exercés à votre appréciation ou à l'appréciation de votre fondé de pouvoir.

Le détail des questions qu'il est proposé de présenter à l'assemblée est exposé dans la circulaire d'information de la direction, à la « Partie II – Renseignements sur les points à l'ordre du jour ».

Les porteurs de parts sont priés d'examiner toute l'information donnée dans la circulaire d'information de la direction ci-jointe avant de voter.

Procédure de notification et d'accès

En raison des récents changements apportés aux lois sur les valeurs mobilières du Canada, nous ne sommes plus tenus de transmettre à nos investisseurs des exemplaires imprimés de la circulaire d'information de la direction et de notre rapport annuel 2014 (qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014) (collectivement, les « **documents relatifs à l'assemblée** »). Nous affichons plutôt une version électronique de ces documents sur un site Web afin que les investisseurs puissent les consulter. Cette procédure est appelée « procédure de notification et d'accès ». Le recours à ce mode de livraison de remplacement aidera à réduire l'utilisation du papier et les coûts d'impression et de livraison aux porteurs de parts.

La FPI a établi que les porteurs de parts véritables qui, dans leur compte, ont donné des instructions afin de recevoir des documents imprimés ainsi que les porteurs de parts véritables dont l'adresse est située à l'extérieur du Canada recevront un exemplaire imprimé de la circulaire d'information de la direction conjointement avec le présent avis.

Des exemplaires électroniques des documents relatifs à l'assemblée peuvent être consultés sur notre site Web, à l'adresse www.artisreit.com/investor-link/annual-meeting-materials, ou sous le profil SEDAR de la Société, à l'adresse www.sedar.com.

Demandes de copies imprimées des documents relatifs à l'assemblée

Si vous souhaitez recevoir des copies imprimées des documents relatifs à l'assemblée avant l'assemblée, ou si vous avez des questions quant au recours de la procédure de notification et d'accès par Artis, veuillez communiquer avec nous par téléphone au numéro sans frais 1-800-941-4751, ou par courriel à l'adresse investorinquiries@artisreit.com, et nous vous les ferons parvenir dans les trois jours ouvrables suivant votre demande. Nous devons avoir reçu votre demande à 17 h (heure normale du centre) le 5 juin 2015 afin de vous assurer que vous recevrez des exemplaires imprimés suffisamment avant l'heure limite pour exercer votre vote.

Date de clôture des registres

La date de clôture des registres pour établir quels porteurs de parts ont le droit de recevoir un avis de convocation à l'assemblée, d'y assister et d'y voter a été fixée au 29 avril 2015. Seuls les porteurs de parts dont le nom est inscrit au registre des porteurs de parts à la fermeture des bureaux à cette date auront le droit de recevoir un avis de convocation à l'assemblée.

Renseignements à l'intention des porteurs de parts inscrits

Un porteur de parts peut assister à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en personne ou y être représenté par fondé de pouvoir. Il est demandé aux porteurs de parts qui ne peuvent assister en personne à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement de dater, de signer et de retourner le formulaire de procuration ci-joint en vue de l'utiliser à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci. Pour prendre effet, la procuration ci-jointe doit être reçue par le président du conseil de Artis, à l'attention de Société de fiducie CST, par courrier au C.P. 721, Agincourt (Ontario) M1S 0A1, ou par télécopieur au 416-368-2502, avant 11 h HNC, le 16 juin 2015 ou, dans le cas d'une reprise d'assemblée, au plus tard 48 heures (à l'exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés) avant l'heure de la reprise d'assemblée.

Renseignements à l'intention des porteurs de parts non inscrits

Si vous êtes un porteur de parts non inscrit de Artis (par exemple, si vous détenez vos parts dans un compte auprès d'un courtier ou d'un autre intermédiaire), que vous prévoyiez ou non assister à l'assemblée en personne, vous devriez respecter les procédures de vote décrites dans le formulaire d'inscription de vote ou dans un autre document qui accompagne le présent avis. Les porteurs de parts non inscrits qui reçoivent leur procuration par l'entremise d'un intermédiaire doivent remettre cette procuration conformément aux instructions données par l'intermédiaire en question.

FAIT à Winnipeg, au Manitoba, le 1^{er} mai 2015.

AU NOM DU CONSEIL DES FIDUCIAIRES

(signé) « Armin Martens »
Fiduciaire

**ARTIS REAL ESTATE INVESTMENT TRUST
CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION
TABLE DES MATIÈRES**

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES PORTEURS DE PARTS	1
À PROPOS DE LA PRÉSENTE CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION	4
MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS	4
AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ.....	4
COPIES SUPPLÉMENTAIRES DE LA CIRCULAIRE D'INFORMATION.....	4
PARTIE I – RENSEIGNEMENTS SUR L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE	5
SOLLICITATION DE PROCURATIONS	5
NOMINATION DES FONDÉS DE POUVOIR ET RÉVOCATION DES PROCURATIONS	5
CONSEILS AUX PORTEURS DE PARTS VÉRITABLES	6
EXERCICE DES DROITS DE VOTE VISÉS PAR LES PROCURATIONS	7
EXERCICE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DES FONDÉS DE POUVOIR	7
TITRES AVEC DROIT DE VOTE ET PRINCIPAUX PORTEURS DE CES TITRES	7
PARTIE II – RENSEIGNEMENTS SUR LES POINTS À L'ORDRE DU JOUR	8
1. RÉCEPTION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS.....	8
2. ÉTABLISSEMENT DU NOMBRE DE FIDUCIAIRES	8
3. ÉLECTION DES FIDUCIAIRES.....	8
4. NOMINATION DE L'AUDITEUR EXTERNE	17
PARTIE III – ÉNONCÉ DES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE	18
PARTIE IV – RÉMUNÉRATION DES FIDUCIAIRES ET PROPRIÉTÉ DE TITRES PAR LES FIDUCIAIRES.....	25
PARTIE V – ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION	31
PARTIE VI – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	47
TITRES DONT L'ÉMISSION EST AUTORISÉE DANS LE CADRE DU RÉGIME INCITATIF FONDÉ SUR DES TITRES DE ARTIS	47
PRÊTS AUX FIDUCIAIRES, AUX HAUTS DIRIGEANTS ET AUX EMPLOYÉS	52
INTÉRÊTS DE PERSONNES INFORMÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES.....	52
ASSURANCE RESPONSABILITÉ DES FIDUCIAIRES ET DES DIRIGEANTS.....	52
AUDITEUR.....	52
QUESTIONS RELATIVES AU COMITÉ D'AUDIT.....	52
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	52
APPROBATION DU CONSEIL.....	53
GLOSSAIRE	54
ANNEXE A – MANDAT DU CONSEIL DES FIDUCIAIRES	56

À PROPOS DE LA PRÉSENTE CIRCULAIRE D'INFORMATION DE LA DIRECTION

Sauf indication contraire, tous les renseignements qui figurent dans la présente circulaire d'information de la direction (appelée dans les présentes la « **circulaire d'information** ») sont donnés en date du 1^{er} mai 2015.

Personne n'a obtenu l'autorisation de donner des renseignements ou de faire d'autres affirmations relativement à toute question devant être étudiée à l'assemblée, à l'exception de celles qui figurent dans la présente circulaire d'information. Si de tels renseignements sont donnés ou que de telles affirmations sont faites, on ne doit pas s'y fier pour décider de son vote à l'égard des questions décrites dans la présente circulaire d'information et on ne doit pas penser qu'elles ont été autorisées par Artis ou par son conseil.

Les porteurs de parts ne devraient pas considérer le contenu de la présente circulaire d'information comme un conseil de nature juridique, fiscale ou financière. Ils devraient consulter leurs propres conseillers professionnels en ce qui a trait aux questions juridiques, fiscales et financières ainsi qu'aux autres questions pertinentes qui s'appliquent à leur situation personnelle.

Sauf s'ils sont définis d'une autre façon et sauf indication contraire, les termes clés utilisés dans les documents relatifs à l'assemblée ont le sens qui leur est donné dans le glossaire de la présente circulaire d'information.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans la présente circulaire d'information constituent des « énoncés prospectifs ». Tous les énoncés autres que les énoncés de faits historiques figurant dans la présente circulaire d'information qui ont trait aux activités, aux événements, à l'évolution ou au rendement financier futurs sont des énoncés prospectifs. Il est possible de reconnaître ces énoncés prospectifs par l'utilisation d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « estimer », « anticiper », « croire », « futur » ou « continuer », ou encore de leur version négative ou d'autres variations semblables. Les porteurs de parts sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui ne sont pas une garantie du rendement, et qui sont assujettis à bon nombre d'impondérables, d'hypothèses et d'autres facteurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de Artis. Ces impondérables, ces hypothèses et ces autres facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante de ceux qui sont exprimés explicitement ou tacitement par ces énoncés prospectifs. Les facteurs importants pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante de ceux qui sont exprimés explicitement ou tacitement par ces énoncés prospectifs comprennent notamment les conjonctures économique et d'affaires générales et locales ainsi que les modifications apportées à la réglementation gouvernementale ou aux lois fiscales. Même si les énoncés prospectifs qui figurent dans la présente circulaire d'information sont fondés sur des hypothèses jugées raisonnables par Artis, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes aux énoncés prospectifs. Certaines hypothèses formulées lors de l'établissement des énoncés prospectifs et des objectifs de Artis comprennent l'hypothèse selon laquelle aucun changement important ne sera apporté à la réglementation gouvernementale ni aux lois fiscales. Par conséquent, ces énoncés prospectifs devraient être formulés en tenant compte de ces facteurs. Tous les énoncés prospectifs sont expressément visés dans leur intégralité par la mise en garde qui précède. Les énoncés prospectifs qui figurent dans la circulaire d'information sont formulés en date du 1^{er} mai 2015 et, sauf dans la mesure requise par la loi applicable, Artis n'est pas tenue de mettre les énoncés prospectifs à jour ou de les modifier, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de quelque autre motif que ce soit, et elle renonce expressément à toute intention ou obligation de le faire.

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Les déclarations formulées dans la présente circulaire d'information engagent la responsabilité des fiduciaires de Artis à titre de fiduciaires et non en leur qualité personnelle, et ceux-ci ne pourront en aucun cas être tenus personnellement responsables des déclarations formulées aux présentes, et aucun recours, correctif ou règlement ne peut viser les biens privés et/ou personnels de ces fiduciaires.

COPIES SUPPLÉMENTAIRES DE LA CIRCULAIRE D'INFORMATION

Il est possible de se procurer gratuitement des copies supplémentaires de la présente circulaire d'information sur demande au service des relations avec les investisseurs de Artis au 360, Main Street, bureau 300, Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3 (téléphone : 1-800-941-4751 ou courriel : investorinquiries@artisreit.com).

PARTIE I – RENSEIGNEMENTS SUR L’EXERCICE DES DROITS DE VOTE

SOLLICITATION DE PROCURATIONS

La présente circulaire d’information est fournie relativement à la sollicitation de procurations par la direction de Artis en vue d’être utilisées à l’assemblée qui se tiendra au Main Floor Conference Centre, 360, Main Street, à Winnipeg, au Manitoba, le jeudi 18 juin 2015 à 11 h HNC, et à toute reprise de celle-ci en cas d’ajournement.

La présente sollicitation de procurations est faite par la direction de Artis.

La sollicitation de procurations se fera principalement par la poste, mais des procurations pourraient aussi être sollicitées personnellement ou par téléphone, par télécopieur ou par d’autres moyens de communication électroniques, en personne, par des fiduciaires, des dirigeants ou des employés réguliers de Artis. Artis réglera les frais de cette sollicitation.

Sauf indication contraire, les renseignements figurant dans les présentes sont donnés en date de la présente circulaire d’information. Sauf indication contraire, tous les renseignements financiers figurant dans la présente circulaire d’information sont libellés en dollars canadiens.

NOMINATION DES FONDÉS DE POUVOIR ET RÉVOCATION DES PROCURATIONS

Nomination des fondés de pouvoir

Les personnes désignées dans l’acte de procuration ci-joint, qui sont les représentants de la direction, ont été choisies par les fiduciaires et ont indiqué qu’elles acceptaient de représenter les porteurs de parts qui les nomment comme fondés de pouvoir en vue de l’assemblée.

Un porteur de parts a le droit de désigner une personne (qui n’est pas tenue d’être un porteur de parts) autre que les représentants de la direction pour le représenter à l’assemblée. Ce droit peut être exercé en inscrivant dans l’espace prévu à cette fin sur le formulaire de procuration ci-joint le nom de la personne à désigner et en biffant le nom des représentants de la direction, ou en remplissant un autre acte de procuration approprié. Ce porteur de parts devrait aviser la personne désignée de sa nomination, obtenir le consentement de cette personne désignée pour agir comme fondé de pouvoir et lui fournir des instructions sur la façon d’exercer les droits de vote rattachés aux parts. Dans tous les cas, un acte de procuration devrait être daté et signé par le porteur de parts ou un fondé de pouvoir autorisé par écrit, avec une preuve de cette autorisation jointe lorsqu’un fondé de pouvoir a signé l’acte de procuration.

Les porteurs de parts inscrits à la fermeture des bureaux à la date de clôture des registres ont le droit de recevoir un avis de convocation à l’assemblée et à toute reprise de celle-ci, d’y assister et d’y voter.

Les porteurs de parts qui ne peuvent assister en personne à l’assemblée doivent lire la présente circulaire d’information et le formulaire de procuration qui l’accompagne et de remplir, de signer et de dater le formulaire de procuration ainsi que le document de procuration ou autre document de délégation de pouvoir, le cas échéant, aux termes duquel cette procuration a été signée ou une copie certifiée conforme de celui-ci et de l’envoyer par la poste à l’agent des transferts de Artis, Société de fiducie CST, au Service des procurations, Société de fiducie CST, C.P. 721, Agincourt (Ontario) M1S 0A1, ou de lui faire parvenir par télécopieur au 416-368-2502, avant 11 h HNC, le mardi 16 juin 2015 ou, en cas d’ajournement, au plus tard 48 heures (à l’exclusion des samedis, des dimanches et des jours fériés) avant l’heure de la reprise d’assemblée ou de toute autre reprise de celle-ci. Les porteurs de parts non inscrits qui reçoivent le formulaire de procuration par l’entremise d’un intermédiaire doivent remettre ce formulaire conformément aux instructions données par l’intermédiaire en question.

Révocation des procurations

Un porteur de parts qui a accordé une procuration peut la révoquer relativement à toute question qui n'a pas été soumise au vote, conformément au pouvoir qu'elle confère au moyen d'un acte écrit signé par lui ou par son fondé de pouvoir dûment autorisé par écrit ou, si le porteur de parts est une société, par un dirigeant ou un fondé de pouvoir dûment autorisé de celle-ci et déposé, soit au bureau susmentionné de Société de fiducie CST, soit au siège social de Artis à l'attention du président du conseil au plus tard à 16 h HNC au plus tard le dernier jour ouvrable précédant la date de l'assemblée ou de toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement ou auprès du président de l'assemblée à la date de l'assemblée ou de toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. Malgré ce qui précède, si un porteur de parts inscrit assiste en personne à l'assemblée, il peut révoquer la procuration qu'il a accordée et voter en personne. Le siège social de Artis est situé au 360, Main Street, bureau 300, Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3, et les communications doivent être adressées au président du conseil.

CONSEILS AUX PORTEURS DE PARTS VÉRITABLES

Les renseignements figurant dans la présente rubrique revêtent une grande importance pour plusieurs porteurs de parts, étant donné qu'un nombre élevé d'entre eux ne détiennent pas leurs parts en leur propre nom. Les porteurs de parts qui ne détiennent pas leurs parts en leur propre nom (appelés aux présentes les « **porteurs de parts véritables** ») doivent savoir que seules les procurations déposées par des porteurs de parts dont les noms figurent aux registres de Artis à titre de porteurs de parts inscrits peuvent être reconnues et produire des effets à l'assemblée. Si les parts sont indiquées dans un relevé de compte fourni à un porteur de parts par un courtier, dans la plupart des cas, ces parts ne seront pas inscrites au nom du porteur de parts aux registres de Artis. Ces parts seront plus probablement inscrites au nom du courtier du porteur de parts ou du représentant de ce courtier. Les droits de vote rattachés aux parts détenues par des courtiers ou leurs représentants ne peuvent être exercés (pour ou contre des résolutions) que suivant les instructions de leur porteur de parts véritable. Sans instructions précises, il est interdit aux courtiers ou à leurs représentants d'exercer les droits de vote rattachés à des parts de leurs clients. **Par conséquent, les porteurs de parts véritables devraient s'assurer que des instructions concernant l'exercice des droits de vote rattachés à leurs parts soient communiquées convenablement à la personne appropriée.**

Les lois et les règlements exigent que les intermédiaires et les courtiers transmettent des instructions de vote provenant des porteurs de parts véritables avant les assemblées de porteurs de parts. Chaque intermédiaire et chaque courtier dispose de sa propre procédure d'envoi par la poste et fournit ses propres instructions de retour, lesquelles devraient être suivies attentivement par les porteurs de parts véritables pour s'assurer que les droits de vote rattachés à leurs parts soient exercés à l'assemblée. Souvent, le formulaire de procuration fourni à un porteur de parts véritable par son courtier est identique au formulaire de procuration fourni aux porteurs de parts inscrits; toutefois, son objet se limite à donner aux porteurs de parts inscrits des instructions sur la façon de voter pour le compte des porteurs de parts véritables. Un porteur de parts véritable qui reçoit un formulaire de procuration d'un intermédiaire ou d'un courtier ne peut se servir de ce formulaire de procuration pour exercer des droits de vote rattachés à des parts directement à l'assemblée; la procuration doit plutôt être retournée à l'intermédiaire ou au courtier bien avant l'assemblée pour que les droits de vote rattachés aux parts soient exercés.

Même si un porteur de parts véritable peut ne pas être reconnu directement à l'assemblée afin d'exercer les droits de vote rattachés à des parts inscrites au nom du courtier du porteur de parts (ou d'un représentant de ce courtier), il peut assister à l'assemblée en tant que fondé de pouvoir du porteur de parts inscrit pour exercer en cette qualité les droits de vote rattachés aux parts. Les porteurs de parts véritables qui désirent assister à l'assemblée et exercer indirectement les droits de vote rattachés à leurs parts en tant que fondés de pouvoir inscrits devraient inscrire leur propre nom dans l'espace en blanc sur le formulaire de procuration qui leur est remis par leur courtier et retourner ce formulaire à leur courtier (ou au représentant de ce courtier) conformément aux instructions fournies par ce courtier (ou par le représentant de ce courtier) bien avant l'assemblée.

Sauf indication contraire, dans la présente circulaire d'information et dans le formulaire de procuration et l'avis de convocation à l'assemblée qui l'accompagnent, toutes les mentions des porteurs de parts désignent les porteurs de parts inscrits.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE VISÉS PAR LES PROCURATIONS

Les personnes désignées dans le formulaire de procuration ci-joint exerceront les droits de vote rattachés aux parts à l'égard desquelles ils sont nommés conformément aux instructions du porteur de parts qui les a nommées. En l'absence de telles instructions, les droits de vote rattachés aux parts seront exercés en faveur (« pour ») de chacune des questions énumérées dans l'avis de convocation à l'assemblée.

EXERCICE DU POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DES FONDÉS DE POUVOIR

Le formulaire de procuration ci-joint confère un pouvoir discrétionnaire aux personnes qui y sont désignées à l'égard de toutes modifications apportées aux questions énumérées dans l'avis de convocation à l'assemblée et dans la présente circulaire d'information ainsi qu'à l'égard de questions qui peuvent être régulièrement soumises à l'assemblée. En date de la présente circulaire d'information, les fiduciaires et les dirigeants de Artis ne sont au courant d'aucune modification ou autre question qui doit être présentée à l'assemblée, à l'exception des questions mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée et dans la présente circulaire d'information.

TITRES AVEC DROIT DE VOTE ET PRINCIPAUX PORTEURS DE CES TITRES

Artis est autorisée à émettre un nombre illimité de parts. En date du 27 avril 2015, 137 164 350 parts sont émises et en circulation. Toutes les parts émises et en circulation confèrent le droit d'exprimer une voix.

La direction reconnaît qu'un grand nombre de parts sont inscrites au nom de CDS & Co. et que ces parts sont détenues en propriété véritable par l'entremise de divers courtiers et autres intermédiaires pour le compte de leurs clients et d'autres parties. Artis ignore le nom des propriétaires véritables de ces parts.

À la connaissance des fiduciaires et des hauts dirigeants de Artis, au 27 avril 2015, aucune personne n'est propriétaire véritable, directement ou indirectement, de plus de 10 % des parts émises et en circulation, ni n'exerce un contrôle ou une emprise sur un tel pourcentage de parts.

PARTIE II – RENSEIGNEMENTS SUR LES POINTS À L'ORDRE DU JOUR

Les questions suivantes seront traitées à l'assemblée :

1. la réception des états financiers consolidés annuels de Artis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, avec le rapport de l'auditeur externe y afférent;
2. l'établissement du nombre de fiduciaires qui seront élus ou nommés à huit (8);
3. l'élection des fiduciaires qui seront en poste jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des porteurs de parts;
4. la nomination de l'auditeur externe de Artis pour le prochain exercice et l'autorisation, pour les fiduciaires, à fixer sa rémunération;
5. le traitement de toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée ou à une reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

En date de la présente circulaire d'information, la direction n'est au courant d'aucune modification apportée à ces points à l'ordre du jour et ne prévoit pas que d'autres questions seront soumises à l'assemblée. Si des modifications sont apportées à ces points ou si de nouvelles questions sont soumises, les droits de vote rattachés à vos parts pourront être exercés à votre appréciation ou à l'appréciation de votre fondé de pouvoir.

1. RÉCEPTION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ainsi que le rapport de l'auditeur y afférent, sont inclus dans notre rapport annuel et financier de 2014 et seront remis aux porteurs de parts à l'assemblée. Il est également possible de consulter un exemplaire de ces états financiers et du rapport de l'auditeur sous notre profil, sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ainsi que sur notre site Internet, à l'adresse www.artisreit.com.

2. ÉTABLISSEMENT DU NOMBRE DE FIDUCIAIRES

Conformément à la déclaration de fiducie, le nombre de fiduciaires ne peut être inférieur à trois ni supérieur à dix. À l'assemblée, les porteurs de parts seront appelés à étudier et, s'ils jugent pertinent de le faire, adopter une résolution établissant à huit le nombre de fiduciaires.

3. ÉLECTION DES FIDUCIAIRES

Chaque porteur de parts a droit à une voix qu'il peut exprimer en faveur ou contre l'élection de chaque candidat au poste de fiduciaire. Chaque fiduciaire doit être élu à la majorité simple des voix exprimées par les porteurs de parts qui assistent en personne ou par procuration à l'assemblée et dont les droits de vote rattachés aux parts sont exercés à l'égard de la nomination de ce fiduciaire.

Politique de vote à la majorité

Si un candidat au poste de fiduciaire reçoit, pour les parts dont les droits de vote sont exercés à l'assemblée, soit en personne, soit par procuration, un nombre de votes « d'abstention » supérieur au nombre de votes « en faveur » de son élection, il devra remettre sans délai sa démission au président du conseil après la tenue de l'assemblée et cette démission prendra effet sur réception de sa démission par le conseil. Dans un tel cas, le comité de gouvernance et de la rémunération devra se pencher rapidement sur la proposition de démission de ce fiduciaire et recommander au conseil d'accepter ou non cette proposition de démission. Dans les 90 jours qui suivront la tenue de l'assemblée, le conseil devra prendre une décision définitive quant à l'acceptation de la démission de ce fiduciaire et annoncer cette décision par voie de communiqué. Le fiduciaire qui remettra sa démission ne devra pas prendre part aux délibérations du conseil ni à celles de l'un de ses comités lorsqu'il sera question de sa démission.

Candidats aux postes de fiduciaire

Tous les candidats sont des fiduciaires en poste de la Fiducie. Le tableau suivant présente, pour chaque fiduciaire, leurs postes actuels au sein de Artis, la durée de leur mandat en tant que fiduciaire, leur participation aux réunions, leur occupation principale au cours des cinq dernières années et le nombre de parts dont ils sont propriétaires au 27 avril 2015.

		<p>Armin Martens, ing., MBA Fiduciaire et candidat Chef de la direction</p>		<p>M. Armin Martens participe activement au secteur de la construction, de l'aménagement et de la gestion d'immeubles commerciaux depuis plus de 25 ans. Il est président fondateur et chef de la direction de Artis REIT depuis 2005.</p> <p>M. Armin Martens est titulaire d'un baccalauréat ès sciences (génie civil) de l'Université du Manitoba. Il est ingénieur agréé en plus d'être titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de l'International Institute for Management Development (IMD) de Lausanne, en Suisse.</p> <p>M. Armin Martens est un ancien administrateur de Fortress Paper Ltd. (TSX : FTP) ainsi que de la Banque du Canada, la banque centrale du Canada.</p>	
Âge : 60 ans East St. Paul (Manitoba) Canada Fiduciaire depuis le 8 novembre 2004					
Réunions du conseil et des comités		Participation aux réunions		Total des présences aux réunions	
Réunions du conseil dans son ensemble		6 sur 6		10 sur 10	
Réunions du comité d'information		4 sur 4			
Propriété de titres¹⁾				Obligations en matière de propriété de titres²⁾	
Exercice	Parts	Parts incessibles	Valeur de la participation	Participation minimale	Respect des obligations
Au 28 avril 2014	541 226	119 302	10 535 422 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %
Au 27 avril 2015	568 726	144 657	10 715 013 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par le chef de la direction et le chef des finances ».

		<p>Edward Warkentin, B.A., LL.B. Fiduciaire indépendant et candidat</p> <p>Président du conseil</p> <p>Président du comité de gouvernance et de la rémunération</p> <p>Membre du comité des placements</p>		<p>M. Edward Warkentin, qui est originaire de Winnipeg, au Manitoba, est titulaire d'un diplôme de premier cycle de l'Université de Winnipeg et d'un diplôme en droit de l'Université du Manitoba et est membre des barreaux de l'Ontario et du Manitoba depuis plus de 35 ans.</p> <p>M. Edward Warkentin est un ancien associé directeur de Aikins, MacAulay & Thorvaldson LLP et il pratique le droit des sociétés ainsi que le droit commercial. Il est un ancien administrateur et président de Youth for Christ (Winnipeg) Inc., un ancien administrateur du Manitoba Mineral Resources Ltd. et un ancien directeur du conseil de direction de Grace Hospital.</p> <p>À l'heure actuelle, M. Edward Warkentin siège au conseil de Exchange Income Corporation, un émetteur inscrit à la cote de la TSX, et de All in West! Capital Corporation, un émetteur inscrit à la cote de la Bourse de croissance TSX. Il est aussi administrateur ou dirigeant de plusieurs sociétés fermées, fondations et partenariats publics.</p>	
<p>Âge : 65 ans East St. Paul (Manitoba) Canada Fiduciaire depuis le 8 novembre 2004</p>					
<p>Réunions du conseil et des comités</p>		<p>Participation aux réunions</p>		<p>Total des présences aux réunions</p>	
<p>Réunions du conseil dans son ensemble</p>		<p>6 sur 6</p>		<p>20 sur 20</p>	
<p>Réunions du comité d'information</p>		<p>4 sur 4</p>			
<p>Réunions du comité de gouvernance et de la rémunération</p>		<p>5 sur 5</p>			
<p>Réunions du comité des placements</p>		<p>5 sur 5</p>			
<p>Propriété de titres¹⁾</p>				<p>Obligations en matière de propriété de titres²⁾</p>	
<p>Exercice</p>		<p>Parts</p>		<p>Parts incessibles</p>	
<p>Valeur de la participation</p>		<p>Participation minimale</p>		<p>Respect des obligations</p>	
<p>Au 28 avril 2014</p>		<p>39 075</p>		<p>–</p>	
<p>Au 27 avril 2015</p>		<p>39 075</p>		<p>–</p>	
<p>623 246 \$</p>		<p>3 x le salaire de base annuel</p>		<p>Oui</p>	
<p>586 907 \$</p>		<p>3 x le salaire de base annuel</p>		<p>100 %</p>	
<p>3 x le salaire de base annuel</p>		<p>Oui</p>		<p>100 %</p>	

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».



Delmore Crewson, FCA
Fiduciaire indépendant et candidat
 Président du comité d'audit

M. Delmore Crewson est un ancien associé principal et vice-président du conseil de Deloitte s.r.l. Il est membre de l'Institut des comptables agréés du Manitoba et a été élu à titre de « fellow » de l'Institut.

M. Delmore Crewson siège au conseil d'administration ainsi qu'à titre de président du comité d'audit de La Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa et de Pollard Banknote Limited. Il est également président du comité d'audit et d'évaluation du ministère des Finances du Canada, ainsi que président du comité d'audit de la Commission canadienne des grains.

M. Delmore Crewson est membre de l'Institut des administrateurs de sociétés et siège au conseil consultatif du chapitre manitobain. Il est l'ancien président de l'Institut des comptables agréés du Manitoba et un ancien membre du comité de direction ainsi que du conseil de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

M. Delmore Crewson a également siégé à de nombreux conseils communautaires et a occupé des postes de direction au sein d'un certain nombre d'organismes, notamment le Musée manitobain de l'homme et de la nature et les Associates of the Faculty of Management, de l'Université du Manitoba. Il a également siégé à titre d'administrateur au conseil de direction de l'Agence des douanes et du revenu du Canada en plus d'avoir présidé son comité d'audit.

Âge : 72 ans
 Winnipeg (Manitoba) Canada
 Fiduciaire depuis le 9 juin 2006

Réunions du conseil et des comités	Participation aux réunions	Total des présences aux réunions
Réunions du conseil dans son ensemble	6 sur 6	11 sur 11
Réunions du comité d'audit	4 sur 4	
Réunions du comité des placements	1 sur 1	

Propriété de titres ¹⁾				Obligations en matière de propriété de titres ²⁾	
-----------------------------------	--	--	--	-------------------------------------------------------------	--

Exercice	Parts	Parts incessibles	Valeur de la participation	Participation minimale	Respect des obligations
Au 28 avril 2014	10 462	–	166 869 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %
Au 27 avril 2015	16 375	–	245 953 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».

 <p>Cornelius Martens, ing. Fiduciaire et candidat</p>		<p>M. Cornelius Martens a obtenu un baccalauréat ès sciences avec spécialisation en génie civil de l'Université du Manitoba en 1965.</p> <p>En 1968, en collaboration avec son père, il a constitué la société aujourd'hui appelée Marwest Group of Companies. Marwest exerce des activités d'aménagement, de construction et de gestion d'immeubles productifs de revenu, notamment des immeubles de bureaux, des centres commerciaux, des immeubles résidentiels et des immeubles à usage mixte.</p> <p>Depuis la constitution en société de Marwest, M. Cornelius Martens a agi en qualité de président et chef de la direction des différentes sociétés du groupe Marwest et, à l'heure actuelle, il est chef de la direction de Marwest Management Canada Ltd. Il est également le cofondateur et l'ancien vice-président directeur de Artis et est administrateur et chef de la direction de All in West! Capital Corporation, un émetteur inscrit à la cote de la Bourse de croissance TSX.</p>			
<p>Âge : 73 ans East St. Paul (Manitoba) Canada Fiduciaire depuis le 8 novembre 2004</p>					
Réunions du conseil et des comités	Participation aux réunions	Total des présences aux réunions			
Réunions du conseil dans son ensemble	6 sur 6	6 sur 6			
Propriété de titres¹⁾				Obligations en matière de propriété de titres²⁾	
Exercice	Parts	Parts incessibles	Valeur de la participation	Participation minimale	Respect des obligations
Au 28 avril 2014	361 012	–	5 758 141 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui 100 %
Au 27 avril 2015	406 012	–	6 098 300 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui 100 %

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».

		<p>Ronald Rimer, CA-CPA Fiduciaire indépendant et candidat Membre du comité d'audit Membre du comité des placements</p>		<p>M. Ronald Rimer est directeur général et cofondateur de CSC Asset Management Inc., société axée sur la gestion d'appartements pour étudiants au Canada. M. Ronald Rimer est l'ancien directeur général et vice-président de Marchés financiers Macquarie (Canada). À ce titre, il était essentiellement chargé d'élaborer et de mettre en application la stratégie de placements bancaires et la stratégie principale de placement de ses groupes Secteur immobilier et diversifié. M. Rimer a également occupé d'autres postes de direction au sein de Macquarie, dont celui de chef des groupes Marchés des capitaux propres et Marchés des capitaux privés.</p> <p>Avant de travailler pour Macquarie, M. Ronald Rimer a occupé différents postes de direction pendant 11 années, dont six à titre d'analyste émérite en recherche de biens immobiliers au sein de BMO Marchés des capitaux. M. Ronald Rimer a également travaillé dans le secteur immobilier pendant 10 années à titre de dirigeant en finances au sein de Brookfield et de The Lehndorff Group.</p> <p>M. Ronald Rimer a été membre du conseil de la Fondation de l'aide à l'enfance et a siégé au conseil d'une société immobilière privée spécialisée dans la propriété de maisons préfabriquées. Il a également participé à des cours de comptabilité et d'évaluation immobilière au sein de collègues locaux à Toronto, notamment à titre de coconférencier à l'école de commerce Schulich, dont le sujet principal était les évaluations immobilières, et plus récemment par l'élaboration et l'enseignement d'un cours sur les marchés des capitaux immobiliers pour le REALpac.</p> <p>M. Ronald Rimer a obtenu un diplôme de premier cycle spécialisé en commerce de l'Université McGill, un diplôme universitaire supérieur en comptabilité publique et porte le titre de comptable agréé.</p>		
<p>Âge : 54 ans Toronto (Ontario) Canada Fiduciaire depuis le 27 février 2014</p>						
Réunions du conseil et des comités		Participation aux réunions		Total des présences aux réunions		
Réunions du conseil dans son ensemble		6 sur 6		13 sur 13		
Réunions du comité d'audit		3 sur 3				
Réunions du comité des placements		4 sur 4				
Propriété de titres ¹⁾				Obligations en matière de propriété de titres ²⁾		
Exercice		Parts	Parts incessibles	Valeur de la participation	Participation minimale	Respect des obligations
Au 28 avril 2014		5 000	–	79 750 \$	3 x le salaire de base annuel	Doit respecter les obligations au plus tard le 27 février 2019 ³⁾
						53 %
Au 27 avril 2015		10 000	–	150 200 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
						100 %

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».
- 3) M. Ronald Rimer a été nommé au conseil le 27 février 2014. Le 27 février 2014, les fiduciaires ont adopté la politique de participation correspondant à trois fois le salaire de base et M. Ronald Rimer a jusqu'au 27 février 2019 pour se conformer à la politique.

		<p>Patrick Ryan, JD Fiduciaire indépendant et candidat Membre du comité d'audit Membre du comité des placements</p>		<p>M. Patrick Ryan est chef de la direction et président de Ryan Companies US, Inc., société qui cumule 76 années d'activités dans le secteur de la construction, de l'aménagement et de la gestion d'immeubles commerciaux aux États-Unis. Il a également une participation importante dans Ryan Companies US, Inc.</p> <p>M. Patrick Ryan a obtenu un baccalauréat ès arts spécialisé en finances en 1975. En 1980, M. Patrick Ryan a obtenu un diplôme en droit (JD) du William Mitchell College of Law à St. Paul, au Minnesota.</p> <p>Ryan Companies US, Inc. possède dix bureaux répartis aux États-Unis, qui exercent des activités de construction, de conception, d'aménagement et d'exploitation d'immeubles commerciaux.</p> <p>M. Patrick Ryan siège au conseil d'organismes sans but lucratif et est actuellement membre du conseil d'administration de Mate, Inc., société manufacturière privée.</p>	
<p>Âge : 62 ans Minneapolis (Minnesota) États-Unis Fiduciaire depuis le 20 juin 2013</p>					
Réunions du conseil et des comités		Participation aux réunions		Total des présences aux réunions	
Réunions du conseil dans son ensemble		6 sur 6		14 sur 14	
Réunions du comité d'audit		4 sur 4			
Réunions du comité des placements		4 sur 4			
Propriété de titres¹⁾				Obligations en matière de propriété de titres²⁾	
Exercice	Parts	Parts incessibles	Valeur de la participation	Participation minimale	Respect des obligations
Au 28 avril 2014	6 400	–	102 080 \$	3 x le salaire de base annuel	Doit respecter les obligations au plus tard le 27 février 2019 ³⁾
					68 %
Au 27 avril 2015	6 400	4 936	170 267 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».
- 3) M. Patrick Ryan a été élu au conseil le 20 juin 2013. Le 27 février 2014, les fiduciaires ont adopté la politique de participation correspondant à trois fois le salaire de base et M. Patrick Ryan a jusqu'au 27 février 2019 pour se conformer à la politique.

		<p>Victor Thielmann, FEC, ing. Fiduciaire indépendant et candidat</p> <p>Membre du comité d'audit Membre du comité de gouvernance et de la rémunération</p>		<p>M. Victor Thielmann est président et chef de la direction de Nova 3 Engineering Ltd. et compte plus de 37 ans d'expérience dans le secteur des services-conseils et de la construction électrique.</p> <p>M. Victor Thielmann est titulaire d'un baccalauréat ès sciences avec spécialisation en génie électrique de l'Université du Manitoba en plus d'être membre de l'Association des ingénieurs et des géoscientifiques du Manitoba et de la plupart des associations d'ingénieurs provinciales canadiennes. Il a en outre obtenu le titre de « fellow » d'Ingénieurs Canada. M. Victor Thielmann a obtenu le titre de Chartered Engineer décerné par Engineers Ireland.</p> <p>M. Victor Thielman est un membre actif de plusieurs associations internationales pour l'établissement de codes et de normes, notamment la NFPA, la SFPE et l'IEEE. Il est membre du chapitre manitobain de l'Institut des administrateurs de sociétés et est un ancien administrateur de Forks North Portage, une société d'État canadienne appartenant aux gouvernements municipal, provincial et fédéral.</p> <p>M. Victor Thielman est un fondateur et un fiduciaire indépendant actuel de Artis REIT, émetteur inscrit à la cote de la Bourse de croissance TSX.</p>	
<p>Âge : 60 ans Winnipeg (Manitoba) Canada Fiduciaire depuis le 8 novembre 2004</p>					
Réunions du conseil et des comités		Participation aux réunions		Total des présences aux réunions	
Réunions du conseil dans son ensemble		6 sur 6		15 sur 15	
Réunions du comité d'audit		4 sur 4			
Réunions du comité de gouvernance et de la rémunération		5 sur 5			
Propriété de titres¹⁾				Obligations en matière de propriété de titres²⁾	
Exercice	Parts	Parts incessibles	Valeur de la participation	Participation minimale	Respect des obligations
Au 28 avril 2014	47 108	–	751 373 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %
Au 27 avril 2015	57 108	–	857 762 \$	3 x le salaire de base annuel	Oui
					100 %

- 1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.
- 2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».

 <p>Wayne Townsend, planificateur financier agréé Fiduciaire indépendant et candidat</p> <p>Président du comité des placements</p> <p>Membre du comité de gouvernance et de la rémunération</p>		<p>M. Wayne Townsend est associé au sein de Lawton Partner Financial Planning Services Limited et compte plus de 35 ans d'expérience dans le secteur de la gestion de patrimoine et de l'assurance.</p> <p>M. Wayne Townsend est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université du Manitoba en plus d'être planificateur financier agréé, assureur-vie agréé (AVA), Chartered Financial Consultant (Ch.F.C.), membre de la Society of Trust and Estate Practitioners (TEP) et diplômé du Cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada.</p> <p>M. Wayne Townsend est un associé fondateur de Value Partners Investments Inc. M. Townsend a également occupé d'autres postes d'administrateur, dont les suivants : vice-président de St. John's-Ravenscourt School, ancien président du conseil de la Misericordia General Hospital Foundation et ancien vice-président du conseil du Misericordia General Hospital.</p> <p>M. Wayne Townsend est actuellement administrateur ou fiduciaire de Cardinal Capital Management, de Lawton Partners, de Artis et de All in West! Capital Corporation, un émetteur inscrit à la cote de la Bourse de croissance TSX.</p>			
<p>Âge : 60 ans Winnipeg (Manitoba) Canada Fiduciaire depuis le 8 novembre 2004</p>					
<p>Réunions du conseil et des comités</p>		<p>Participation aux réunions</p>		<p>Total des présences aux réunions</p>	
<p>Réunions du conseil dans son ensemble</p>		<p>6 sur 6</p>		<p>16 sur 16</p>	
<p>Réunions du comité de gouvernance et de la rémunération</p>		<p>5 sur 5</p>			
<p>Réunions du comité des placements</p>		<p>5 sur 5</p>			
<p>Propriété de titres¹⁾</p>				<p>Obligations en matière de propriété de titres²⁾</p>	
<p>Exercice</p>	<p>Parts</p>	<p>Parts incessibles</p>	<p>Valeur de la participation</p>	<p>Participation minimale</p>	<p>Respect des obligations</p>
<p>Au 28 avril 2014</p>	<p>20 476</p>	<p>–</p>	<p>326 592 \$</p>	<p>3 x le salaire de base annuel</p>	<p>Oui 100 %</p>
<p>Au 27 avril 2015</p>	<p>30 476</p>	<p>–</p>	<p>457 750 \$</p>	<p>3 x le salaire de base annuel</p>	<p>Oui 100 %</p>

1) L'information relative à la propriété de parts a été fournie à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et tient compte des parts détenues en propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont sous le contrôle du fiduciaire en question.

2) Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la « Partie IV – Rémunération des fiduciaires et propriété de titres par les fiduciaires – Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires ».

Pour prendre effet, la résolution élisant les fiduciaires doit être adoptée par voie de résolution ordinaire.

À l'occasion de tout vote ou scrutin qui pourrait avoir lieu au sujet de l'élection des personnes susmentionnées aux postes de fiduciaires, il est prévu que les droits de vote rattachés à des parts représentées par des procurations en faveur de représentants de la direction seront exercés en faveur de cette résolution, à moins qu'un porteur de parts n'ait précisé dans la procuration que les droits de vote rattachés à ses parts doivent faire l'objet d'une abstention à l'égard de cette résolution.

4. NOMINATION DE L'AUDITEUR EXTERNE

À l'assemblée, il sera demandé aux porteurs de parts d'étudier et, s'ils le jugent souhaitable, d'adopter une résolution selon laquelle Deloitte s.r.l. sera nommée de nouveau à titre d'auditeur externe de Artis pour le prochain exercice et les fiduciaires seront autorisés à fixer sa rémunération.

À l'occasion de tout vote ou scrutin qui pourrait avoir lieu au sujet du renouvellement du mandat de l'auditeur externe de Artis et de l'autorisation donnée aux fiduciaires de fixer sa rémunération, il est prévu que les droits de vote rattachés aux parts avec droit de vote représentées par des procurations en faveur de représentants de la direction seront exercés en faveur de cette résolution, à moins que le porteur de parts n'ait précisé dans la procuration que les droits de vote rattachés aux parts avec droit de vote doivent faire l'objet d'une abstention à l'égard de cette résolution.

Outre les services d'audit et les services liés à l'audit, Artis peut confier à son auditeur externe le mandat de fournir des services de conseil et de consultation.

Honoraires d'audit

L'auditeur externe de Artis pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013 était Deloitte s.r.l. Le total des honoraires facturés par l'auditeur externe de Artis pour les services d'audit au cours des deux derniers exercices s'établit à 603 900 \$ pour 2014 et à 490 850 \$ pour 2013.

Honoraires pour services liés à l'audit

L'ensemble des honoraires facturés par l'auditeur externe de Artis au cours de chacun des deux derniers exercices pour les services de certification et les services connexes qui sont raisonnablement liés à l'audit ou à l'examen des états financiers de Artis, y compris l'examen de prospectus, et qui ne sont pas déclarés ci-dessus à la rubrique « Honoraires d'audit », s'établit à 146 200 \$ pour 2014 et à 156 600 \$ pour 2013.

Honoraires pour services fiscaux

L'ensemble des honoraires facturés par l'auditeur externe de Artis au cours de chacun des deux derniers exercices pour les services d'observation fiscale, pour les conseils en matière de fiscalité et pour la planification fiscale s'établit à 323 811 \$ pour 2014 et à 268 555 \$ pour 2013.

Autres honoraires

Tant pour 2014 que pour 2013, l'auditeur externe de Artis n'a pas facturé d'honoraires pour d'autres produits et services que ceux qui sont mentionnés ci-dessus.

PARTIE III – ÉNONCÉ DES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Introduction

Le conseil est d'avis que des pratiques exemplaires en matière de gouvernance sont essentielles pour bien servir les intérêts à long terme de Artis et pour accroître la valeur pour l'ensemble de ses porteurs de titres. Le conseil reconnaît qu'une gouvernance appropriée et efficace constitue une préoccupation majeure et une priorité pour les épargnants et les autres parties intéressées et, en conséquence, le conseil a établi un certain nombre de procédures et de politiques afin d'assurer des pratiques en matière de gouvernance appropriées.

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « **ACVM** ») ont publié *l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance*. Les ACVM ont également adopté le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (le « **Règlement 58-101** »), qui exige que les émetteurs assujettis au Canada divulguent annuellement leurs pratiques en matière de gouvernance. Les modifications réglementaires apportées aux pratiques en matière de gouvernance font l'objet d'une surveillance continue par le conseil et celui-ci a pris, ou prendra, les mesures appropriées à mesure que des modifications réglementaires se produisent. Le texte ci-dessous constitue un exposé de la composition actuelle du conseil et des pratiques actuelles en matière de gouvernance de Artis.

Conseil des fiduciaires

Indépendance

Le principal facteur sous-jacent à l'établissement de l'« indépendance » d'un fiduciaire consiste à déterminer si un fiduciaire donné a une « relation importante » avec Artis qui serait raisonnablement susceptible de nuire à l'exercice de son jugement indépendant.

Le conseil a établi que six des huit fiduciaires sont, à la date de la présente circulaire d'information de la direction, indépendants au sens du Règlement 58-101 et du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « **Règlement 52-110** »). Les fiduciaires indépendants sont MM. Delmore Crewson, Ronald Rimer, Patrick Ryan, Victor Thielmann, Wayne Townsend et Edward Warkentin.

M. Armin Martens n'est pas un fiduciaire indépendant étant donné qu'il est un haut dirigeant de Artis. M. Cornelius Martens n'est pas un fiduciaire indépendant étant donné qu'il a conclu un contrat de services-conseils avec Artis.

Pour établir l'indépendance de M. Edward Warkentin, le conseil a tenu compte du fait que, avec prise d'effet le 31 janvier 2013, M. Edward Warkentin a quitté son poste d'associé directeur au sein de Aikins, MacAulay & Thorvaldson LLP, qui agissait à titre de conseiller juridique de Artis.

Pour établir l'indépendance de M. Patrick Ryan, le conseil a tenu compte du fait que Artis a acquis auprès de Ryan Group of Companies des immeubles dans lesquels M. Patrick Ryan a une participation véritable mais non majoritaire.

Présidents indépendants

Le président du conseil et de chaque comité du conseil est un fiduciaire indépendant. M. Delmore Crewson est le président du comité d'audit. M. Edward Warkentin est le président du conseil ainsi que le président du comité de gouvernance et de la rémunération. M. Wayne Townsend est le président du comité des placements. Chaque comité du conseil se réunit en l'absence de la direction, sauf si la présence de la direction est requise.

Le président du conseil ne votera pas une deuxième fois advenant l'égalité des voix à l'égard d'une question.

Réunions des fiduciaires indépendants

Avec prise d'effet le 27 février 2014, le conseil a adopté une politique qui rend obligatoire la tenue d'une réunion des fiduciaires indépendants, en l'absence des fiduciaires non indépendants et des membres de la direction, à chaque réunion régulière et extraordinaire du conseil et de ses comités.

Les fiduciaires indépendants tiennent des réunions trimestrielles périodiques et à d'autres moments, selon ce qu'ils jugent nécessaire. En 2014, les fiduciaires indépendants ont tenu six réunions en l'absence des fiduciaires non indépendants et des membres de la direction.

Le comité d'audit, le comité des placements et le comité de gouvernance et de la rémunération ont chacun tenu quatre réunions, soit une à chaque réunion trimestrielle, en l'absence des fiduciaires non indépendants et des membres de la direction.

Fonctions exercées au sein de conseils d'autres d'émetteurs assujettis

À la date des présentes, M. Delmore Crewson est un administrateur et le président du comité d'audit de Pollard Banknote Limited, émetteur inscrit à la cote de la TSX. MM. Cornelius Martens, Victor Thielmann, Wayne Townsend et Edward Warkentin sont tous des administrateurs de All in West! Capital Corporation, un émetteur inscrit à la cote de la Bourse de croissance TSX. M. Edward Warkentin est administrateur d'Exchange Income Corporation, un émetteur inscrit à la cote de la TSX.

Les fiduciaires siègent ou ont siégé à de nombreux conseils d'émetteurs fermés réputés et d'autres organismes, tel qu'il est indiqué ci-dessus à la rubrique « Partie II – Renseignements sur les points à l'ordre du jour – 3. Élection des fiduciaires ».

Présence aux réunions du conseil et des comités

Le tableau suivant indique les présences des fiduciaires aux réunions du conseil et des comités du conseil, ainsi que le nombre de réunions du conseil et des comités du conseil tenues au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Nom	Conseil	Comité d'audit	Comité de gouvernance et de la rémunération	Comité d'information	Comité des placements	Participation globale aux réunions	
Armin Martens	6/6	s.o.	s.o.	4/4	s.o.	10/10	100 %
Edward Warkentin	6/6	s.o.	5/5	4/4	5/5	20/20	100 %
Delmore Crewson ¹⁾	6/6	4/4	s.o.	s.o.	1/1	11/11	100 %
Cornelius Martens	6/6	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	6/6	100 %
Ronald Rimer ²⁾	6/6	3/3	s.o.	s.o.	4/4	13/13	100 %
Patrick Ryan ³⁾	6/6	4/4	s.o.	s.o.	4/4	14/14	100 %
Victor Thielmann	6/6	4/4	5/5	s.o.	s.o.	15/15	100 %
Wayne Townsend	6/6	s.o.	5/5	s.o.	5/5	16/16	100 %

1) M. Delmore Crewson a quitté le comité des placements après la réunion du conseil qui s'est tenue le 27 février 2014.

2) M. Ronald Rimer a été nommé au comité d'audit et au comité des placements après la réunion qui s'est tenue le 27 février 2014.

3) M. Patrick Ryan a été nommé au comité d'audit et au comité des placements après la réunion du conseil qui s'est tenue le 27 février 2014.

Compétences des fiduciaires et des candidats au poste de fiduciaire

Le conseil est composé de personnes qui possèdent des compétences dans l'un ou dans plusieurs des domaines suivants : (i) l'entrepreneuriat; (ii) l'immobilier; (iii) le droit; (iv) la comptabilité et les compétences financières; et (v) toute expérience acquise au sein du conseil d'administration d'une autre société ouverte.

Les fiduciaires et les candidats aux postes de fiduciaires possèdent les compétences suivantes :

Nom	Entrepreneuriat	Immobilier	Droit	Comptabilité et compétences financières	Expérience acquise au sein du conseil d'une autre société ouverte
Armin Martens, président et chef de la direction	X	X		X	X
Edward Warkentin, président	X	X	X		X
Delmore Crewson	X			X	X
Cornelius Martens	X	X		X	X
Ronald Rimer	X	X		X	
Patrick Ryan	X	X	X	X	
Victor Thielmann	X	X		X	X
Wayne Townsend	X	X		X	X

Mandat du conseil

Le conseil est chargé de la gérance de Artis. Il supervise la gestion des activités de Artis en vue d'accroître la valeur à long terme pour les porteurs de parts. La direction, pour sa part, est responsable de la gestion quotidienne des activités et des affaires de Artis et de ses filiales. Elle est également chargée d'établir la planification stratégique pour Artis. Le conseil approuve, en bout de ligne, le plan stratégique, en tenant compte des risques et des occasions d'affaires de Artis. Le conseil approuve l'ensemble des décisions importantes qui ont une incidence sur Artis avant que celles-ci soient exécutées, en assure le suivi et en examine les résultats.

Les rôles et les responsabilités du conseil sont axés principalement sur l'établissement d'objectifs financiers et organisationnels stratégiques à long terme pour Artis ainsi que sur la surveillance du rendement de la direction. Sans limiter la portée de ce qui précède, le conseil est chargé de ce qui suit : (i) participer à l'élaboration et à l'approbation d'un plan stratégique pour Artis, au moins annuellement; (ii) repérer les principaux risques pour les activités de Artis et s'assurer de mettre en place les systèmes appropriés pour contrôler ces risques; (iii) planifier la succession à l'égard de la direction; (iv) s'assurer de l'intégrité et du caractère adéquat des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion de Artis; (v) définir les rôles et les responsabilités de la direction; (vi) examiner et approuver les objectifs d'exploitation et de placement devant être fixés par la direction de Artis; (vii) évaluer le rendement de la direction; (viii) examiner la stratégie de gestion de la dette de Artis; (ix) fournir une voie de communication efficace et appropriée avec les porteurs de parts et les autres parties intéressées, de même qu'avec le public en général; et (x) établir des comités du conseil, lorsqu'il est jugé prudent ou nécessaire de le faire et, au besoin, préciser le mandat de ses comités.

Une copie du mandat du conseil des fiduciaires est présentée à l'annexe A.

Description de postes

Le conseil a élaboré une description écrite de postes à l'intention du président du conseil, de même que des fiduciaires en général. Le conseil a également élaboré une description écrite de poste à l'intention du président et chef de la direction.

Orientation et formation continue

Le conseil a créé un programme d'orientation officiel pour les nouveaux fiduciaires, afin qu'ils comprennent le rôle du conseil ainsi que celui de ses comités de même que les exigences relatives aux fiduciaires. Tous les nouveaux fiduciaires reçoivent un manuel qui renferme les documents de gouvernance suivants :

- (i) la description de poste à l'intention des fiduciaires en général;
- (ii) la description de poste à l'intention du président du conseil;
- (iii) le code de déontologie de Artis;
- (iv) la charte du comité d'audit;
- (v) la politique de dénonciation du comité d'audit;
- (vi) la charte du comité de gouvernance et de la rémunération;
- (vii) la charte du comité des placements;
- (viii) la politique de divulgation de Artis.

Avant de se joindre au conseil, les nouveaux fiduciaires doivent rencontrer en tête-à-tête le président du conseil (ainsi que les présidents des comités, s'il y a lieu). Pendant ces rencontres, les nouveaux fiduciaires ont l'occasion de poser des questions au sujet des chartes et des mandats et sont mis au courant des principales questions qui préoccupent le conseil ou le comité en cause. De plus, les nouveaux fiduciaires recevront la dernière notice annuelle, le dernier rapport annuel ainsi que les rapports financiers intermédiaires de Artis. Des rencontres en tête-à-tête sont organisées avec le chef de la direction, le chef des finances et le chef des services administratifs afin de permettre aux nouveaux fiduciaires de comprendre les activités, les finances et les perspectives futures de Artis.

Artis offre aux fiduciaires une formation continue et des séances d'information afin de s'assurer qu'ils demeurent au courant des activités et du fonctionnement de Artis, y compris la situation financière de Artis et les autres sujets liés à la réussite de Artis, et de l'application des objectifs et des stratégies principaux de Artis.

- À chaque réunion trimestrielle du conseil ainsi qu'à la réunion de planification stratégique, le chef de la direction présente aux fiduciaires un exposé détaillé qui explique en détail le rendement opérationnel et les résultats financiers de Artis. Le chef de la direction fournit également un aperçu des résultats financiers futurs attendus de Artis ainsi que des tendances générales du marché.
- Les membres de la haute direction de Artis présentent des exposés sur les activités, les acquisitions, les dispositions, les activités de développement, les tendances dans certains marchés locaux, les initiatives futures et le rendement de Artis par rapport à ses pairs.
- Les fiduciaires se réunissent chaque année dans le cadre d'une réunion de planification stratégique qui compte les membres de la haute direction de Artis et des experts du secteur.
- Des formations sont offertes régulièrement sur des sujets qui ont une incidence sur Artis, notamment les modifications apportées aux exigences d'information sur la rémunération, les pratiques en matière de gouvernance et les normes comptables.
- Les fiduciaires participent périodiquement à des visites des immeubles en compagnie de membres de la haute direction de Artis.
- Les fiduciaires assistent à différents forums et conférences dans le secteur immobilier chaque année.

Éthique

Le conseil a adopté un code de déontologie écrit. Ce code s'efforce d'établir une culture d'entreprise au sein de Artis qui valorise une norme déontologique rigoureuse, l'honnêteté et le respect des lois, des règles et des règlements. Entre autres, le code de déontologie renferme des dispositions qui exigent que les fiduciaires et les hauts dirigeants de Artis évitent de se

retrouver en situation de conflits d'intérêts, réels ou apparents, avec les intérêts de Artis. On peut consulter le code de déontologie au www.sedar.com, ou encore s'en procurer un exemplaire sur demande écrite adressée à Artis Real Estate Investment Trust, 360, Main Street, bureau 300, Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3, à l'attention du service des relations avec les investisseurs.

Le conseil s'assure que ses fiduciaires, ses hauts dirigeants et ses employés respectent le code de déontologie en obligeant ces personnes à attester chaque année leur conformité au code. Au cours de l'exercice 2014, le conseil a été informé que la conduite d'un dirigeant constituait une violation au code de déontologie. Le conseil estime que des mesures disciplinaires appropriées ont été prises et le dirigeant ayant posé les gestes en question n'est plus à l'emploi de Artis.

Mise en candidature des fiduciaires

Par l'entremise de son comité de gouvernance et de la rémunération, le conseil est chargé d'examiner l'efficacité du conseil, notamment sa taille et sa composition. Le conseil ne dispose pas d'un comité de mise en candidature distinct chargé de repérer de nouveaux candidats aux fins d'une élection au conseil. Le comité de gouvernance et de la rémunération de Artis est composé entièrement de fiduciaires indépendants.

Chaque année, le conseil s'interroge sur les compétences supplémentaires qui seraient utiles pour le conseil. Il incombe au comité de gouvernance et de la rémunération de repérer des candidats précis compte tenu des conclusions tirées par le conseil au sujet des compétences. Les fiduciaires indépendants font des recommandations relativement à la nomination de fiduciaires indépendants supplémentaires, et le conseil, dans son ensemble, prend les décisions relativement à la nomination de fiduciaires indépendants ou à la mise en candidature des fiduciaires aux fins d'élection.

Rémunération

Le conseil, par l'entremise de son comité de gouvernance et de la rémunération, est chargé de l'examen périodique du caractère adéquat et du mode de rémunération des fiduciaires de Artis. Le comité de gouvernance et de la rémunération de Artis est composé exclusivement de fiduciaires indépendants, qui possèdent tous une expérience considérable à l'égard de questions liées à la rémunération en leur qualité de dirigeants d'entreprises.

Le mandat du comité de gouvernance et de la rémunération comprend notamment la responsabilité de faire des recommandations au conseil en ce qui a trait à la rémunération des fiduciaires, à la rémunération directe et indirecte, aux avantages sociaux et aux avantages indirects ainsi qu'aux régimes de rémunération incitative et aux régimes de rémunération fondés sur des titres de participation de façon générale. On peut consulter le texte intégral de la version anglaise de cette charte du comité sur le site Web de Artis, à l'adresse <http://www.artisreit.com/about-us/corporate-governance>.

Le comité de gouvernance et de la rémunération examine le temps investi, l'engagement, les risques et les responsabilités des fiduciaires et tient compte des modes de rémunération des fiduciaires ainsi que des montants qui leur sont versés. Pour établir la rémunération, le comité de gouvernance et de la rémunération examine des données comparatives relatives à des sociétés du groupe de comparaison et cherche à harmoniser les intérêts des fiduciaires avec ceux des porteurs de parts lorsqu'il fait des recommandations en matière de rémunération au conseil.

Comités du conseil

Le conseil compte trois comités : (i) le comité d'audit; (ii) le comité de gouvernance et de la rémunération; et (iii) le comité des placements. Le comité d'information est un sous-comité du comité de gouvernance et de la rémunération. Chaque comité possède une charte, dont un résumé figure dans la notice annuelle.

Évaluations du conseil

Le conseil évalue son efficacité de façon continue.

Le processus d'autoévaluation se fait au moyen d'un sondage confidentiel. Les questions du sondage sont personnalisées pour le conseil et chacun de ses comités, de sorte que le conseil et ses comités sont évalués par rapport à leur propre mandat ou à leur propre charte. Tous les sondages comprennent des questions sur l'efficacité du président, le caractère adéquat et la rapidité de la publication des documents ainsi que le temps alloué pour discuter de préoccupations pertinentes au sein du

conseil ou des comités. De plus, le sondage permet de fournir des commentaires confidentiels et subjectifs sur les points à améliorer ou sur des questions qui sont pertinentes ou importantes à l'égard du conseil ou du comité qui est évalué.

Les résultats du sondage sont remis au président du comité de gouvernance et de la rémunération, qui prend en note les points faibles et les commentaires subjectifs afin d'en discuter avec les fiduciaires à l'occasion de la prochaine réunion de planification stratégique. La plus récente autoévaluation a été exécutée et passée en revue dans le cadre de la réunion de planification stratégique du conseil qui s'est tenue en octobre 2014.

Le 27 février 2014, le conseil a adopté une politique élargie qui exige une évaluation annuelle du rendement individuel des fiduciaires. Conformément à cette politique, chaque fiduciaire doit remplir un questionnaire afin d'évaluer son rendement et son efficacité à titre de fiduciaire, et le remettra au président du conseil. Par la suite, le président du conseil rencontrera chaque fiduciaire en tête-à-tête et présentera un rapport au conseil. De plus, tous les trois ans, les fiduciaires procéderont à un examen par les pairs. Pour le processus d'examen par les pairs, on demandera à chaque fiduciaire de remplir un questionnaire qui évalue le rendement et l'efficacité des autres fiduciaires et de le remettre au président du conseil. Par la suite, le président du conseil rencontrera chaque fiduciaire en tête-à-tête et présentera un rapport au conseil.

Communication de la politique en matière de diversité

Artis estime que la diversité est essentielle à sa réussite. Artis a adopté une politique en matière de diversité conformément à ce qui est prévu dans le manuel de l'employé de Artis, qui indique ce qui suit : **[TRADUCTION]** :

« Artis s'efforce de fournir un environnement de travail juste et équitable dans lequel tous les employés sont traités avec respect sans égard à leur race, à leur origine ethnique, à leur âge, à leur sexe, à leur orientation sexuelle, à leur condition physique, à leur religion, à leur appartenance politique, etc. La discrimination fondée sur l'une ou l'autre des caractéristiques susmentionnées n'est pas tolérée et entraînera des mesures disciplinaires. Artis s'engage à promouvoir une culture d'inclusion par l'embauche, la promotion et la formation d'employés qui comptent un éventail de compétences, d'antécédent et d'expérience ».

Le conseil des fiduciaires valorise la diversité des compétences et des aptitudes parmi ses membres. La politique en matière de diversité de Artis ne comporte aucune disposition précise relative (i) à la recherche et à la nomination de femmes à l'élection au conseil des fiduciaires; ou (ii) à une cible quant à leur représentation des femmes au conseil des fiduciaires.

Le conseil est d'avis qu'il est dans l'intérêt de Artis d'évaluer les compétences et les aptitudes de chacun des candidats et du conseil dans son ensemble, sans tenir compte du sexe de la personne. À l'heure actuelle, aucun des huit membres du conseil n'est une femme.

Des femmes occupent plusieurs postes de direction au sein de Artis et de ses principales filiales, notamment les postes de (i) vice-présidente, Acquisition et vérification diligente; (ii) vice-présidente, Gestion d'actifs, Région des États-Unis; (iii) chef du contentieux/directrice du financement par emprunt; (iv) directrice, Trésorerie; (v) directrice, Relations avec les investisseurs; (vi) directrice, Ressources humaines; (vii) directrice, Comptabilité d'entreprise; (viii) directrice, Informations financières; et (ix) directrice, Gestion des immeubles.

Le terme « haut dirigeant » est défini dans les lois sur les valeurs mobilières applicables comme une personne qui est (i) président du conseil, vice-président du conseil ou président; (ii) chef de la direction ou chef des finances; (iii) vice-président responsable d'une unité fonctionnelle, d'une division ou d'une fonction principale telles que les ventes, les finances ou la production; ou (iv) responsable de l'élaboration des politiques.

Le conseil favorise la diversité des compétences et des aptitudes parmi les hauts dirigeants de Artis. La politique en matière de diversité de Artis ne comporte aucune disposition précise relative (i) à la recherche de candidates aux postes de haut dirigeant de Artis; ou (ii) à une cible quant à la représentation des femmes à la haute direction de Artis. Le conseil estime qu'il est dans l'intérêt de Artis d'évaluer les compétences et les aptitudes de chacun des candidats, sans tenir compte du sexe de la personne.

Le texte qui suit résume la structure de la direction de Artis ainsi que le nombre de femmes qui occupent des postes dans cette structure de la direction :

1. Cadres supérieurs. Depuis sa constitution jusqu'en 2014, Artis comptait trois postes de cadres supérieurs, soit le chef de la direction, le chef des finances et le chef de l'administration, qui étaient occupés par un total de trois personnes, dont une (33,3 %) était une femme. Au 1^{er} janvier 2015, deux (2) personnes occupaient des postes de cadres supérieurs, soit le chef de la direction et le chef des finances, dont aucune (0 %) n'était une femme.
2. Premiers vice-présidents et vice-présidents. Au 1^{er} janvier 2015, dix personnes occupaient un poste de premier vice-président ou de vice-président, dont deux (20 %) étaient des femmes.
3. Administrateurs. Au 1^{er} janvier 2015, 12 personnes occupaient un poste d'administrateur, dont six (50 %) étaient des femmes.

Au 1^{er} janvier 2015, un total de 24 personnes occupaient des postes de haute direction au sein de Artis et de ses principales filiales, dont neuf (37,5 %) étaient des femmes. En présumant que les administrateurs sont exclus de la définition de « haut dirigeant » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables), au 1^{er} janvier 2015, des 15 personnes qui occupaient des postes de haute direction, deux (16,7 %) étaient des femmes.

Planification de la relève

Le mandat du conseil des fiduciaires prévoit qu'il incombe au conseil de planifier la relève, ce qui comprend la nomination, la formation et la supervision des membres de la haute direction, et on a demandé au comité de gouvernance et de la rémunération de faire des recommandations à ce sujet au conseil. Le comité de gouvernance et de la rémunération examine les questions liées à la planification de la relève des hauts dirigeants de Artis et en discute avec le chef de la direction au moins une fois par année. Dans le cadre de ces discussions, les parties abordent les possibilités pour les dirigeants dont le rendement est exceptionnel, les scénarios de remplacement advenant des imprévus ainsi que les occasions de formation mutuelle et de perfectionnement pour les membres de la haute direction.

De plus, le conseil, le comité de gouvernance et de la rémunération et M. Armin Martens ont établi une marche à suivre pour la gestion de la relève du chef de la direction, dans l'éventualité où ce poste serait à pourvoir pour quelque raison que ce soit. Pendant le dernier examen du plan de relève effectué par le comité de gouvernance et de la rémunération, M. Armin Martens a confirmé son engagement envers son rôle au sein de Artis. En fonction de cette déclaration et de la durée à courir du contrat d'emploi de M. Armin Martens, le plan de relève met actuellement l'accent sur un départ imprévu. Dans une telle éventualité, M. Armin Martens et le conseil sont tous deux certains que l'équipe de haute direction actuelle pourrait aisément aider l'entreprise à passer à travers un tel imprévu jusqu'à ce qu'une solution permanente soit adoptée.

Politique en matière de départ à la retraite et de durée des mandats et autres mécanismes de renouvellement du conseil

Le conseil a adopté une politique relative au départ à la retraite et à la durée des mandats. Le conseil est d'avis que les facultés d'un fiduciaire ne sont pas touchées par son âge ni par la durée de ses services. De plus, le conseil estime que des fiduciaires qui ont siégé longtemps au conseil pourraient apporter une vision et une perspective précieuses aux activités et à la stratégie d'affaires de Artis en raison de leur expérience et de leur connaissance de Artis. Par conséquent, la politique adoptée par le conseil n'oblige pas un fiduciaire à prendre sa retraite lorsqu'il atteint un certain âge, ni n'impose de limites précises à la durée de son mandat.

PARTIE IV – RÉMUNÉRATION DES FIDUCIAIRES ET PROPRIÉTÉ DE TITRES PAR LES FIDUCIAIRES

Questions d'ordre général

Les fiduciaires, à l'exception de M. Armin Martens, qui était le chef de la direction de Artis au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, ont le droit de toucher une rémunération pour les services qu'ils fournissent à Artis en qualité de fiduciaire. La rémunération du chef de la direction n'est pas indiquée dans les tableaux qui suivent puisque l'ensemble de la rémunération versée au chef de la direction est déclarée à la rubrique « Partie V – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction ».

Par l'entremise du comité de gouvernance et de la rémunération, le conseil examine la rémunération versée aux fiduciaires. En 2014, le comité de gouvernance et de la rémunération était composé de MM. Edward Warkentin, Wayne Townsend et Victor Thielmann, qui sont tous considérés comme des fiduciaires indépendants. Parmi les facteurs pris en considération pour établir la rémunération des fiduciaires, on compte la complexité des activités de Artis, les risques et les responsabilités liés au poste de fiduciaire, le temps qui doit être consacré aux fonctions de fiduciaire et la rémunération versée par des organismes analogues. Ni Artis ni le comité de gouvernance et de la rémunération n'a retenu les services d'experts-conseils en rémunération en 2014.

La rémunération des fiduciaires peut être composée d'une rémunération en espèces ainsi que d'attributions fondées sur des parts ou sur des options, conformément au régime de rémunération fondé sur des titres en vigueur au moment pertinent. Pour obtenir de plus amples renseignements, on se reportera à la rubrique « Partie VI – Renseignements supplémentaires – Titres dont l'émission est autorisée dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres de Artis – Régime incitatif fondé sur des titres de Artis ».

En 2014, le barème d'honoraires pour les services que les fiduciaires ont fournis à Artis s'établissait comme suit :

Type de rémunération	Honoraires
Salaire annuel de base	50 000 \$
Rémunération annuelle – Membres du comité d'audit	Plus de 7 000 \$
Rémunération annuelle – Membres d'un autre comité que le comité d'audit	Plus de 4 500 \$
Rémunération annuelle – Président du conseil des fiduciaires	Plus de 60 000 \$
Rémunération annuelle – Président du comité d'audit	Plus de 25 000 \$
Rémunération annuelle – Président du comité de gouvernance et de la rémunération	Plus de 5 000 \$
Rémunération annuelle – Président du comité des placements	Plus de 5 000 \$

Les jetons de présence allaient de 1 000 \$ à 3 000 \$ par réunion, selon le lieu de la tenue de la réunion et la présence en personne ou par conférence téléphonique, et selon le besoin pour le conseil d'adopter une résolution. Les fiduciaires ont aussi le droit de se faire rembourser les frais de déplacement et les autres dépenses raisonnables qu'ils engagent pour assister aux réunions du conseil des fiduciaires ou de tout comité du conseil des fiduciaires dans le cadre de la prestation de leurs services en qualité de fiduciaire. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les réunions tenues et la présence des fiduciaires à ces réunions, veuillez vous reporter à la rubrique « Partie III – Énoncé des pratiques en matière de gouvernance – Présence aux réunions du conseil et des comités ».

Tableau de la rémunération des fiduciaires

Le tableau suivant présente un sommaire de la rémunération des fiduciaires pour le dernier exercice de Artis.

Nom	Honoraires de base annuels (\$)	Honoraires à titre de président d'un comité (\$)	Honoraires à titre de membre d'un comité (\$)	Jetons de présence (\$)	Autre rémunération (\$) ¹⁾	Rémunération totale (\$)
Edward Warkentin	50 000	65 000	9 000	48 500	-	172 500
Delmore Crewson	50 000	25 000	7 000	31 000	-	113 500
Cornelius Martens	50 000	-	-	20 500	120 000	190 500
Ronald Rimer	50 000	-	11 500	36 500	-	98 000
Patrick Ryan ⁽²⁾	50 000	-	11 500	37 000	-	98 500
Victor Thielmann	50 000	-	11 500	40 000	-	101 500
Wayne Townsend	50 000	5 000	9 000	35 500	-	99 500

1) Avant le 1^{er} janvier 2012, M. Cornelius Martens agissait également en qualité de vice-président directeur de Artis. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, Artis a conclu une entente de services consultatifs avec M. Cornelius Martens, qui est décrite plus amplement à la rubrique « Partie V – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Internalisation des fonctions inhérentes à la convention de gestion d'actifs et à la convention de gestion immobilière ».

2) Au cours de 2014, une tranche de 46 250 \$ de la rémunération totale de M. Patrick Ryan était payable en espèces, et une tranche de 52 250 \$ de sa rémunération totale était payable sous forme de parts différées. Se reporter à la rubrique « Partie VI – Renseignements supplémentaires – Titres dont l'émission est autorisée dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres de Artis » pour obtenir une description des parts différées.

Régime incitatif fondé sur des titres – Attributions en cours

Le tableau suivant présente les attributions fondées sur des options et les attributions fondées sur des parts détenues par les fiduciaires à la fin du dernier exercice de Artis.

Nom	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des parts		
	Nombre de titres sous-jacents aux options non exercées	Prix d'exercice des options (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées (\$) ¹⁾	Nombre de parts dont les droits ne sont pas acquis	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts dont les droits n'ont pas été acquis (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts (non payées ou distribuées) (\$) ³⁾
Edward Warkentin, Chair	-	11,28	25 février 2015	-	-	-	-
	8 000	13,30	10 septembre 2015	7 040			
	16 000	13,44	15 octobre 2015	11 840			
	20 000	14,10	17 juin 2016	1 600			
	45 000	16,36	13 avril 2017	-			
Delmore Crewson	4 000	11,28	25 février 2015	11 600	-	-	-
	14 000	13,30	10 septembre 2015	12 320			
	14 000	13,44	15 octobre 2015	10 360			
	15 000	14,10	17 juin 2016	1 200			
	40 000	16,36	13 avril 2017	-			

Nom	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des parts		
	Nombre de titres sous-jacents aux options non exercées	Prix d'exercice des options (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées (\$) ¹⁾	Nombre de parts dont les droits ne sont pas acquis	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts dont les droits n'ont pas été acquis (\$)	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts (non payées ou distribuées) (\$) ³⁾
Cornelius Martens ²⁾	-	11,28	25 février 2015	-			
	45 000	13,30	10 septembre 2015	39 600			
	45 000	13,44	15 octobre 2015	33 300	-	-	-
	165 000	14,10	17 juin 2016	13 200			
	40 000	16,36	13 avril 2017	-			
Ronald Rimer	-	11,28	25 février 2015	-			
	-	13,30	10 septembre 2015	-			
	-	13,44	15 octobre 2015	-	-	-	-
	-	14,10	17 juin 2016	-			
	-	16,36	13 avril 2017	-			
Patrick Ryan	-	11,28	25 février 2015	-			
	-	13,30	10 septembre 2015	-			
	-	13,44	15 octobre 2015	-	-	-	50 598
	-	14,10	17 juin 2016	-			
	-	16,36	13 avril 2017	-			
Victor Thielmann	10 000	11,28	25 février 2015	29 000			
	14 000	13,30	10 septembre 2015	12 320			
	14 000	13,44	15 octobre 2015	10 360	-	-	-
	15 000	14,10	17 juin 2016	1 200			
	40 000	16,36	13 avril 2017	-			
Wayne Townsend	-	11,28	25 février 2015	-			
	14 000	13,30	10 septembre 2015	12 320			
	14 000	13,44	15 octobre 2015	10 360	-	-	-
	15 000	14,10	17 juin 2016	1 200			
	40 000	16,36	13 avril 2017	-			

- 1) La valeur des options dans le cours non exercées correspond à l'écart entre le prix d'exercice de l'option et 14,18 \$, soit le cours de clôture des parts le 31 décembre 2014.
- 2) Avant le 1^{er} janvier 2012, M. Cornelius Martens était un fiduciaire ainsi que le vice-président directeur de Artis. Les options attribuées à M. Cornelius Martens avant le 1^{er} janvier 2012 tiennent compte de la prestation de ses services à Artis en ces deux qualités.
- 3) La valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts non payées ou distribuées correspond au nombre d'attributions fondées sur des parts dont les droits sont acquis et qui sont payables, multiplié par 14,18 \$, soit le cours de clôture des parts le 31 décembre 2014.

Au cours de son dernier exercice, Artis n'a pas révisé le prix de ses options.

Attributions dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres – Valeur à l’acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l’exercice

Nom	Attributions fondées sur des options – Valeur à l’acquisition des droits au cours de l’exercice (\$) ¹⁾²⁾	Attributions fondées sur des options – Valeur obtenue de l’exercice au cours de l’exercice (\$) ³⁾	Attributions fondées sur des parts – Valeur à l’acquisition des droits au cours de l’exercice (\$) ⁴⁾	Rémunération dans le cadre de régimes incitatifs non fondés sur des titres – Valeur gagnée au cours de l’exercice (\$)
Edward Warkentin	37 820	14 160	-	-
Delmore Crewson	31 580	9 530	-	-
Cornelius Martens ⁵⁾	182 300	54 500	-	-
Ronald Rimer	-	-	-	-
Patrick Ryan	-	-	52 561	-
Victor Thielmann	31 580	-	-	-
Wayne Townsend	31 580	44 600	-	-

- Des tranches de 25 % de droits rattachés aux options sont acquises aux premier, deuxième, troisième et quatrième anniversaires de la date d’attribution.
- La valeur à l’acquisition des droits lors de l’exercice correspond à l’écart entre le prix d’exercice des options et le cours de clôture des parts aux dates d’acquisition des droits, soit le 25 février 2014, le 17 juin 2014, le 10 septembre 2014 et le 15 octobre 2014, multiplié par le nombre d’options dont les droits ont été acquis au cours de l’exercice. Le cours de clôture des parts s’établissait à 15,58 \$ le 25 février 2014; à 15,66 \$ le 17 juin 2014; à 15,75 \$ le 10 septembre 2014; et à 15,27 \$ le 15 octobre 2014.
- La valeur gagnée en raison d’exercices au cours de l’exercice est calculée comme l’écart entre le prix d’exercice des options au cours de l’exercice et la juste valeur des parts aux dates auxquelles les options ont été exercées.
- La valeur à l’acquisition des droits au cours de l’exercice correspond au nombre d’attributions fondées sur des parts dont les droits sont acquis multiplié par le cours de clôture des parts le dernier jour du trimestre précédant l’acquisition des droits rattachés à ces attributions fondées sur des parts, ainsi que l’équivalent en espèces de la valeur des distributions sur les parts différées détenues. Les distributions sur les parts différées sont calculées selon le même taux que les distributions sur les parts. Les attributions fondées sur des parts dont les droits sont acquis peuvent être rachetées au cours d’une période donnée après que le fiduciaire a cessé ses fonctions à ce titre.
- Avant le 1^{er} janvier 2012, M. Cornelius Martens était un fiduciaire ainsi que le vice-président directeur de Artis. Les options attribuées à M. Cornelius Martens avant le 1^{er} janvier 2012 tiennent compte de la prestation de ses services à Artis en ces deux qualités.

Politique de limitation des opérations de couverture effectuées par les fiduciaires et les membres de la haute direction

Artis a adopté une politique visant à dissuader ses fiduciaires et ses membres de la haute direction d’acheter des instruments financiers qui servent à se protéger contre une baisse de la valeur marchande des parts ou des options attribuées en guise de rémunération aux fiduciaires ou aux membres de la haute direction ou que les fiduciaires ou les membres de la haute direction détiennent ou encore à annuler une telle baisse de la valeur marchande de ces parts ou de ces options.

Politique en matière de propriété de titres par les fiduciaires

Avec prise d’effet le 27 février 2014, le conseil a adopté une politique en matière de propriété de titres selon laquelle chaque fiduciaire est tenu d’acquérir et de conserver une participation dans Artis dont la valeur correspond au triple de ses honoraires de base annuels. La politique exige que chaque fiduciaire se conforme à cette exigence à l’intérieur d’un délai de cinq ans après être devenu assujéti à la politique. La valeur des parts différées et des parts est comptabilisée à l’égard de l’exigence en matière de propriété de titres. On l’établit en multipliant le nombre de parts différées et de parts par le cours de clôture des parts à la TSX à la date d’évaluation. Pour les besoins de la politique en matière de propriété de titres, le conseil peut, à son appréciation, calculer la valeur des parts en utilisant le cours de clôture soit à la date d’évaluation, soit à la date d’acquisition, selon le cours le plus élevé, et peut, à son appréciation, calculer la valeur des parts différées et des parts incessibles en utilisant le cours de clôture soit à la date d’évaluation soit à la date d’attribution, selon le cours le plus élevé.

Le tableau suivant présente la propriété de parts par les fiduciaires au 27 avril 2015, compte tenu de la politique adoptée le 27 février 2014.

Nom	Nombre de parts ¹⁾	Parts différées	Valeur en dollars ²⁾	Propriété minimale : politique adoptée le 27 février 2014	Pourcentage du seuil de propriété requis
Edward Warkentin	39 075	-	586 907	Oui	100 %
Delmore Crewson	16 375	-	245 953	Oui	100 %
Cornelius Martens	406 012	-	6 098 300	Oui	100 %
Ronald Rimer	10 000	-	150 200	Oui	100 %
Patrick Ryan	6 400	4 936	170 267	Oui	100 %
Victor Thielmann	57 108	-	857 762	Oui	100 %
Wayne Townsend	30 476	-	457 750	Oui	100 %

- 1) Les renseignements relatifs à la propriété de parts ont été fournis à la direction de la Fiducie par les fiduciaires et comprennent les parts dont les fiduciaires ont la propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont soumises à leur emprise.
- 2) En fonction du cours de clôture des parts à la TSX le 27 avril 2015.

Au 27 avril 2015, les candidats aux postes de fiduciaires de Artis, sauf le chef de la direction, détiennent collectivement en propriété véritable 565 446 parts, soit environ 0,4 % des parts émises et en circulation au 27 avril 2015, compte non tenu de la dilution, ou exercent un contrôle ou une emprise sur un tel nombre de parts.

Politique en matière de propriété de titres par le chef de la direction et le chef des finances

Avec prise d'effet le 27 février 2014, le conseil des fiduciaires a adopté une politique en matière de propriété de titres selon laquelle le chef de la direction de Artis est tenu d'acquérir et de conserver une participation dans Artis dont la valeur correspond au triple de son salaire de base annuel. La politique exige que le chef de la direction se conforme à cette exigence à l'intérieur d'un délai de trois ans après sa nomination à titre de chef de la direction. La valeur des parts différées, des parts incessibles et des parts est comptabilisée à l'égard de l'exigence en matière de propriété de titres. On l'établit en multipliant le nombre de parts différées, de parts incessibles et de parts par le cours de clôture des parts à la TSX à la date d'évaluation. Pour les besoins de la politique en matière de propriété de titres, le conseil peut, à son appréciation, calculer la valeur des parts en utilisant le cours de clôture soit à la date d'évaluation soit à la date d'acquisition, selon le plus élevé de ces cours, et peut, à son appréciation, calculer la valeur des parts différées et des parts incessibles en utilisant le cours de clôture soit à la date d'évaluation soit à la date d'attribution, selon le plus élevé de ces cours. Au 27 avril 2015, M. Armin Martens, chef de la direction de Artis, respecte le seuil de propriété requis.

Propriété de titres			Exigences en matière de propriété de titres		
Exercice	Parts ¹⁾	Parts incessibles	Valeur des titres détenus	Exigences minimales en matière de propriété de titres	Remplit les exigences
Au 28 avril 2014	541 226	119 302	10 535 422 \$	Triple de son salaire de base annuel (2 250 000 \$)	Oui 100 %
Au 27 avril 2015	568 726	144 657	10 715 013 \$	Triple de son salaire de base annuel (\$2 250 000 \$)	Oui 100 %
Augmentation au cours de la période	27 500	25 355	179 591 \$		

1) Les renseignements relatifs à la propriété de parts ont été fournis à la direction de la Fiducie par le chef de la direction et comprennent les parts dont les fiduciaires ont la propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont soumises à leur emprise.

M. Armin Martens a exercé 27 500 options aux prix de 11,28 \$ et de 13,30 \$ entre le 28 avril 2014 et le 27 avril 2015, pour un coût de 340 500 \$.

De plus, le conseil a adopté une politique en matière de propriété de titres selon laquelle le chef des finances de Artis est tenu d'acquérir et de conserver une participation dans Artis dont la valeur correspond à son salaire de base annuel. La politique exige que le chef des finances se conforme à cette exigence à l'intérieur d'un délai de trois ans après sa nomination à titre de chef des finances. La valeur des parts différées et des parts est comptabilisée à l'égard de l'exigence en matière de propriété de titres. On l'établit en multipliant le nombre de parts différées et de parts par le cours de clôture des parts à la TSX à la date d'évaluation. Au 27 avril 2015, M. James Green, chef des finances de Artis, remplit les exigences en matière de propriété de titres.

Propriété de titres			Exigences en matière de propriété de titres		
Exercice	Parts ¹⁾	Parts incessibles	Valeur des titres détenus	Exigences minimales en matière de propriété de titres	Remplit les exigences
Au 28 avril 2014	43 000	25 801	1 097 376 \$	Salaire annuel de base (300 000 \$)	Oui 100 %
Au 27 avril 2015	63 000	33 932	1 455 919 \$	Salaire annuel de base (300 000 \$)	Oui 100 %
Augmentation au cours de la période	20 000	8 131	358 543 \$		

1) Les renseignements relatifs à la propriété de parts ont été fournis à la direction de la Fiducie par le chef des finances et comprennent les parts dont les fiduciaires ont la propriété véritable, directement ou indirectement, ou qui sont soumises à leur emprise.

M. James Green a exercé 20 000 options au prix de 11,28 \$ entre le 28 avril 2014 et le 27 avril 2015, pour un coût de 225 600 \$.

PARTIE V – ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Questions d'ordre général

Pour les besoins de la présente Partie V, un « **membre de la haute direction visé** » s'entend des personnes suivantes : a) le chef de la direction de Artis; b) le chef des finances de Artis; c) les trois membres de la haute direction les mieux rémunérés (ou les personnes agissant en une qualité comparable) de Artis, autres que le chef de la direction et le chef des finances, à la fin du dernier exercice de Artis dont le total de la rémunération s'établissait, individuellement, à plus de 150 000 \$; et d) toute autre personne qui serait un membre de la haute direction visé aux termes du point d) n'eût été du fait qu'elle n'était pas membre de la haute direction de Artis ni n'agissait en une qualité comparable à la fin du dernier exercice. Au 31 décembre 2014, Artis comptait cinq membres de la haute direction visés : (i) M. Armin Martens, président et chef de la direction; (ii) M. James Green, chef des finances; (iii) M. Dennis Wong, premier vice-président, gestion d'actifs, Région de l'Ouest; (iv) M. Frank Sherlock, premier vice-président, Gestion immobilière; et (v) M. David Johnson, premier vice-président, gestion d'actifs, Région du Centre.

Internalisation des fonctions inhérentes à la convention de gestion d'actifs et à la convention de gestion immobilière

Jusqu'au 31 décembre 2011, inclusivement, Marwest Realty Advisory Services Inc. (« **Marwest** ») fournissait des services de gestion d'actifs à Artis aux termes d'une convention de gestion d'actifs à long terme qui viendra à échéance le 1^{er} février 2025 (la « **convention de gestion d'actifs** ») et Marwest Management Canada Ltd. (« **Marwest Management** ») fournissait des services de gestion immobilière à Artis aux termes d'une convention de gestion immobilière à long terme qui viendra à échéance le 1^{er} février 2025 (la « **convention de gestion immobilière** »).

La convention de gestion d'actifs et la convention de gestion immobilière prévoient également que, dans l'éventualité de l'internalisation des services de gestion de l'actif ou de gestion immobilière, selon le cas, les dirigeants qui ont fourni des services de gestion à Artis conformément à de telles conventions auront le droit d'être embauchés par Artis et d'occuper un poste comparable dont les responsabilités inhérentes seront semblables conformément à des modalités et à des conditions que Artis et ses dirigeants, agissant raisonnablement, jugeront mutuellement acceptables.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, Artis a internalisé ses fonctions de gestion de l'actif et de gestion immobilière. La convention de gestion d'actifs, qui devait venir à échéance le 1^{er} février 2025, a été résiliée d'un commun accord avec Marwest. Aucuns honoraires ni aucune indemnité n'ont été versés à Marwest à la résiliation de cette convention. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, la convention de gestion immobilière, qui devait venir à échéance le 1^{er} février 2025, a été cédée à Artis par Marwest Management.

Avant le 1^{er} janvier 2012, M. Cornelius Martens était vice-président directeur de Artis. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, M. Cornelius Martens a démissionné de cette fonction. Artis a conclu une convention de services conseils d'une durée de trois ans avec lui. Cette convention a été renouvelée en 2014 et vient maintenant à échéance le 30 juin 2017.

Dans le cadre de l'internalisation des fonctions inhérentes à la convention de gestion d'actifs et à la convention de gestion immobilière, le comité de gouvernance et de la rémunération était chargé de l'examen et de l'approbation des contrats d'emploi du chef de la direction et du chef des finances de Artis. En 2012, le comité de gouvernance et de la rémunération a retenu les services d'un expert-conseil, Aon Consulting Inc., afin qu'elle produise un rapport portant sur la rémunération en espèces, les avantages sociaux, le régime de retraite et la rémunération indirecte versée aux membres de la haute direction d'émetteurs canadiens comparables cotés en bourse. Aon Consulting Inc. a touché une rémunération de 16 800 \$ pour le rapport (Aon Consulting Inc. n'a pas touché d'autres honoraires pour d'autres services fournis en 2012). Le comité de gouvernance et de la rémunération s'est également penché sur d'autres facteurs, notamment la nature à long terme de la convention de gestion d'actifs et de la convention de gestion immobilière qui ont été résiliées ainsi que la volonté de Artis de retenir à plus long terme les services des membres de son équipe de haute direction qui ont fait leurs preuves. À la lumière de ces facteurs, des contrats d'emploi de 10 ans ont été conclus entre, d'une part, Artis et, d'autre part, le chef de la direction et le chef des finances.

L'internalisation des fonctions inhérentes à la convention de gestion d'actifs et à la convention de gestion immobilière a une incidence importante sur l'information indiquée à la présente « Partie V – Analyse de la rémunération des membres de la haute direction ».

Rôle du comité de gouvernance et de la rémunération

Le conseil, par l'intermédiaire de son comité de gouvernance et de la rémunération, est chargé de formuler des recommandations en vue de leur approbation par les fiduciaires à l'égard de la rémunération des fiduciaires ainsi que du chef de la direction et du chef des finances de Artis.

Principes et objectifs de rémunération

La politique en matière de rémunération de la haute direction de Artis consiste à encourager et à récompenser les membres de la haute direction pour leur rendement individuel et pour celui de l'entreprise. Le comité de gouvernance et de la rémunération a adopté la philosophie ainsi que les politiques en matière de rémunération suivantes dans le but d'atteindre l'objectif suivant :

- harmoniser la rémunération et les objectifs en matière de stratégie commerciale annuels et à long terme de Artis;
- aligner les intérêts d'ordre financier des membres de la haute direction et ceux des porteurs de parts en vue d'améliorer le rendement de Artis;
- veiller à ce que la rémunération de Artis soit adéquate et tienne compte de la rémunération versée par d'autres fiduciaires de placement immobilier ou d'autres sociétés de taille comparable;
- attirer les membres de la haute direction clés de qualité supérieure, les motiver et les maintenir en poste lorsque leurs services sont essentiels au soutien de la stratégie de croissance et à la réussite de Artis;
- personnaliser la rémunération des membres de la haute direction afin de leur offrir une rémunération qui reconnaît et récompense leur rendement, les responsabilités qui leur incombent, leur expérience, leurs aptitudes, leurs valeurs ainsi que leur apport au sein de Artis;
- dans la mesure jugée adéquate, s'assurer d'un processus équitable tout en tenant compte des modalités des ententes en matière de rémunération antérieures qui étaient en vigueur entre les membres de la haute direction et Marwest et Marwest Management, conformément aux conventions de gestion externes antérieures.

Le comité de gouvernance et de la rémunération examine et établit tous les éléments de la rémunération du chef de la direction et du chef des finances chaque année. Dans le cadre de cet examen, le comité de gouvernance et de la rémunération peut faire appel à des experts-conseils externes à l'occasion. En 2014, ni Artis ni le comité de gouvernance et de la rémunération n'ont retenu les services d'un expert-conseil en rémunération externe.

Gestion de la rémunération et des risques

Le comité de gouvernance et de la rémunération étudie l'incidence des risques liés à ses politiques et à ses pratiques en matière de rémunération. Le comité de gouvernance et de la rémunération estime que sa gestion du risque est efficace et qu'il se conforme aux exigences des autorités de réglementation en ce qui concerne ses politiques en matière de rémunération employées pour fixer la rémunération des membres de la direction. Les risques liés à la rémunération sont étudiés dans le cadre de l'examen général et de l'établissement de la rémunération des membres de la direction par le comité de gouvernance et de la rémunération, notamment dans le cadre de l'examen des salaires versés par des sociétés de taille comparable et de l'examen annuel et de l'approbation du salaire de base et de la rémunération incitative à long terme des membres de la direction.

Le conseil, conformément aux recommandations formulées par le comité de gouvernance et de la rémunération, a adopté une approche équilibrée en matière de rémunération qui comprend des éléments de rémunération au rendement instantanés, à court terme et à long terme. Les éléments de rémunération au rendement instantanés et à court terme correspondent principalement à une rémunération en espèces, tandis que les éléments de rémunération incitative à long terme correspondent principalement à une rémunération fondée sur des titres. Le conseil est d'avis que cette approche en matière de rémunération équilibrée atténue les risques inhérents aux attributions en fonction du rendement fondées sur des titres.

Pour atténuer les risques, le comité de gouvernance et de la rémunération tient notamment compte : (i) des limites du pouvoir discrétionnaire exercé par la direction quant au choix d'entreprendre ou non des opérations commerciales importantes sans la participation ou le consentement du conseil (ou d'un comité du conseil); et (ii) du rôle que joue le comité des placements ou le conseil dans son examen et son approbation de toutes les acquisitions importantes et de tous

les projets d'aménagement et de tous les financements, afin de s'assurer que ces acquisitions, ces projets et ces financements sont dans l'intérêt de Artis. Le comité de gouvernance et de la rémunération ne croit pas que les politiques en matière de rémunération de la haute direction de Artis visent à encourager un haut dirigeant ou toute autre personne à prendre des risques indus ou excessifs ni que des risques qui soient raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur Artis puissent découler des politiques et des pratiques en matière de rémunération de Artis.

Total des éléments de la rémunération

Les ententes intervenues entre Artis et ses membres de la haute direction visés ont été rédigées de sorte que la rémunération cible totale soit habituellement composée des éléments de rémunération suivants :

- un salaire de base;
- un élément de rémunération incitative à court terme, composé d'une prime au rendement annuelle et qui prévoit dans certains cas le paiement des primes au titre des polices d'assurance-vie entière;
- un élément de rémunération incitative à long terme, composé d'attributions régulières en fonction du rendement de primes d'encouragement fondées sur des parts et, dans certains cas, de cotisations à un régime de retraite;
- des avantages sociaux et des avantages indirects, dont ceux qui sont décrits plus en détail ci-dessous.

Les pratiques en vigueur à l'égard de chaque élément du régime de rémunération sont décrites dans les rubriques ci-après.

Salaire de base

Le salaire de base est établi au moment de la conclusion des contrats d'emploi, en fonction de l'évaluation du rendement antérieur d'un membre de la haute direction visé donné et de son apport à la réussite de Artis (compte tenu de son rendement individuel et de celui de Artis, dans son ensemble), de son expérience, de son ancienneté, de son niveau de responsabilités et de l'importance du poste qu'il occupe au sein de Artis, de l'importance que cette personne accorde à l'atteinte des objectifs d'entreprise de Artis, des préoccupations liées à son maintien en poste, de l'équité interne entre les différents postes et de l'évaluation des modalités de rémunération antérieures. Le salaire de base n'est pas établi suivant une corrélation particulière avec le rendement de Artis. Dans le cas du chef de la direction et du chef des finances, le salaire de base est habituellement passé en revue chaque année par le comité de gouvernance et de la rémunération et/ou établi conformément aux modalités du contrat d'emploi en vigueur.

Les salaires de base des membres de la haute direction visés sont indiqués dans le tableau présenté à la rubrique « Tableau sommaire de la rémunération ».

Rémunération incitative à court terme

Artis a recours à des primes au rendement annuelles en espèces pour stimuler et récompenser les membres de la haute direction visés pour l'atteinte d'objectifs précis en matière de rendement, tant par le membre de la haute direction visé que par Artis. Les occasions d'attribution peuvent varier en fonction du poste occupé par la personne en cause et de son apport au rendement global de Artis.

Dans le cas du chef de la direction et du chef des finances, des attributions de primes au rendement annuelles en espèces sont effectuées à l'appréciation du comité de gouvernance et de la rémunération, puis calculées sous forme de pourcentage du salaire de base de chaque membre de la haute direction visé en fonction de la mesure dans laquelle les objectifs en matière de rendement pour l'exercice ont été atteints. Le chef de la direction et le chef des finances ont le droit de choisir de souscrire une police d'assurance-vie entière et, dans ce cas, la prime au rendement annuelle en espèces et les primes payables au cours de l'exercice pour maintenir en vigueur cette police d'assurance seront cumulées. La valeur totale de ces primes et des montants en espèces est comprise dans l'écart des pourcentages du salaire de base qui peut être affecté à des éléments de rémunération à court terme aux termes des conventions conclues avec les membres de la haute direction visés. Dans le cas des autres membres de la haute direction visés, les primes au rendement annuelles en espèces sont calculées à l'appréciation du chef de la direction, et correspondant à un pourcentage du salaire de base de chaque membre de la haute direction visé, dans la mesure où les objectifs en matière de rendement pour l'exercice ont été atteints.

Sauf indication contraire, le total de la rémunération incitative à court terme pour les membres de la haute direction visés correspond à ce qui suit :

Poste occupé	Rémunération incitative annuelle à court terme exprimée sous la forme d'un pourcentage du salaire de base ou d'un montant en dollars convenu
Chef de la direction	Entre 50 % et 150 % ¹⁾
Chef des finances	Entre 25 % et 75 % ¹⁾
Premier vice-président, Région de l'Ouest	Jusqu'à concurrence de 60 000 \$ ²⁾
Premier vice-président, Gestion immobilière	Jusqu'à concurrence de 30 000 \$
Premier vice-président, Région du Centre	Jusqu'à concurrence de 40 000 \$

- 1) L'élément de rémunération incitative à court terme du chef de la direction et du chef des finances est composé d'une prime au rendement annuelle en espèces et des primes payables pour une police d'assurance-vie entière. Les pourcentages minimum et maximum indiqués dans le tableau ci-dessus représentent les fourchettes minimales et maximales de ces deux éléments de rémunération pris dans leur ensemble.
- 2) Le premier vice-président, Région de l'Ouest avait également le droit de recevoir une prime de maintien en poste forfaitaire de 60 000 \$ s'il est demeuré à l'emploi de Artis pendant toute la durée de son contrat d'emploi qui vient à échéance le 31 décembre 2014.

Rémunération incitative à long terme

La rémunération incitative à long terme est considérée comme une partie importante de la stratégie de rémunération globale de Artis et peut comprendre des attributions régulières en fonction du rendement de primes au rendement fondées sur des parts aux termes du régime incitatif à valeur fixe de Artis ainsi que des cotisations à un régime de retraite. L'attribution d'une rémunération fondée sur des parts vise à encourager les membres de la haute direction visés de Artis à acquérir et à détenir des parts, de même qu'à aligner leurs intérêts à long terme directement sur ceux des porteurs de parts.

Les attributions versées dans le cadre de la rémunération fondée sur des parts sont établies à l'appréciation du conseil, suivant les recommandations formulées par le comité de gouvernance et de la rémunération, et sont faites en fonction de son évaluation de la proportion dans laquelle les objectifs d'entreprise de Artis ont été atteints ainsi qu'en fonction de certains critères subjectifs comme le leadership, le professionnalisme, l'adoption de valeurs communautaires et de pratiques commerciales positives, l'apport d'une personne au sein du conseil et à ses procédés ainsi que l'énergie accordée à des initiatives particulières et les obstacles commerciaux surmontés depuis la dernière évaluation du rendement.

Jusqu'au 13 avril 2012, Artis a attribué des options sous forme d'éléments de rémunération incitative à long terme fondée sur des titres. Depuis cette date et jusqu'à nouvel ordre, Artis a l'intention d'attribuer des parts incessibles (les « **parts incessibles** ») et des parts différées (les « **parts différées** ») comme forme privilégiée de rémunération incitative à long terme fondée sur des titres. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le régime incitatif fondé sur des titres et sur la rémunération fondée sur des titres qui peut être attribuée aux termes de ce régime, veuillez vous reporter à la rubrique « Partie VI – Renseignements supplémentaires – Titres dont l'émission est autorisée dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres de Artis – Régime incitatif fondé sur des titres de Artis ».

Tous les employés admissibles de Artis, y compris l'ensemble des membres de la haute direction visés, à l'exception du chef de la direction et du chef des finances, peuvent participer au régime d'épargne-retraite (le « **RER** ») ou au régime de participation différée aux bénéfices (le « **RPDB** ») de Artis. Conformément au RER ou au RPDB, Artis verse des cotisations égales à celles d'un participant du régime, jusqu'à concurrence de 3 % du salaire annuel de base du participant ou de 4 % si le participant est à l'emploi de Artis depuis au moins trois ans. Le chef de la direction et le chef des finances ont le droit de cotiser à un régime de retraite, tel qu'il est décrit à la rubrique « Régimes de retraite de Artis ».

Sauf indication contraire, le total de la rémunération incitative à long terme pour chacun des membres de la haute direction visés correspond à ce qui suit :

Poste occupé	Rémunération incitative annuelle à long terme exprimée sous forme de pourcentage du salaire de base ou d'un montant en dollars convenu
Chef de la direction	Entre 50 % et 150 % ¹⁾
Chef des finances	Entre 25 % et 75 % ¹⁾
Premier vice-président, Région de l'Ouest	Discretionnaire
Premier vice-président, Gestion immobilière	Discretionnaire
Premier vice-président, Région du Centre	Discretionnaire

- 1) Les pourcentages minimal et maximal pour le chef de la direction et le chef des finances représentent les écarts minimaux et maximaux pour tous les éléments de la rémunération incitative à long terme, dans son ensemble, notamment les primes d'encouragement à long terme et les coûts du régime de retraite.

Politique de retenue à l'intention du chef de la direction et du chef des finances

Le chef de la direction et le chef des finances de Artis ont convenu d'une politique de retenue de la rémunération relativement aux parts incessibles attribuées dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres de Artis. Aux termes de cette politique, le conseil pourrait exiger le remboursement de la totalité ou d'une tranche de la rémunération sous forme de parts incessibles que le chef de la direction et le chef des finances ont touchée. Le conseil pourrait demander un tel remboursement intégral ou partiel au chef de la direction ou au chef des finances dans les cas suivants :

- le montant de la rémunération incitative touchée par le dirigeant a été calculé à la suite, ou sous réserve, de l'atteinte de certains résultats financiers ultérieurement assujettis à un retraitement de la totalité ou d'une partie des états financiers de Artis, ou touchés par un tel retraitement;
- le dirigeant a commis une faute lourde ou intentionnelle ou une fraude ayant entraîné, en totalité ou en partie, l'obligation de procéder au retraitement;
- la rémunération incitative aurait été inférieure si les résultats financiers avaient été déclarés correctement.

Avantages sociaux et avantages indirects

Tous les employés de Artis peuvent bénéficier des régimes d'avantages sociaux de Artis, qui sont établis de sorte à favoriser le maintien en poste des employés qualifiés. L'admissibilité aux régimes d'avantages sociaux ainsi que le pourcentage de participation aux différents régimes sont établis à l'appréciation de Artis.

Artis a établi un régime d'assurance collectif dont Artis paiera les primes (ou un pourcentage de celles-ci). Parmi les autres avantages sociaux et avantages indirects offerts aux employés, on compte un compte de gestion de santé, une assurance contre les maladies graves, un régime d'assurance-maladie, un régime de prestations complémentaires d'assurance-invalidité (jusqu'à concurrence d'un pourcentage convenu du salaire de base) en cas d'invalidité à court ou à long terme ainsi qu'une assurance des risques spéciaux.

Évaluation du rendement et établissement de la rémunération des membres de la haute direction visés

Rendement global de Artis

Pour établir la rémunération du chef de la direction et du chef des finances, le comité de gouvernance et de la rémunération et le conseil ont pris en compte et évalué les objectifs suivants de Artis en 2014 :

- le rendement total pour les porteurs de parts, notamment une comparaison par rapport à un indice regroupant ses homologues;
- l'amélioration du calibre du portefeuille d'immeubles de Artis;
- l'amélioration du ratio de la dette par rapport à la valeur comptable brute de Artis;

- l'amélioration des flux de trésorerie provenant de l'exploitation (les « **FPE** ») et des flux de trésorerie provenant de l'exploitation rajustés (les « **FPER** ») de Artis. Les FPE et les FPER sont des mesures financières non conformes aux IFRS (normes internationales d'information financière) employées par la plupart des fiducies de placement immobilier canadiennes. Bien que les FPE et les FPER n'aient aucune signification normalisée prescrite en vertu des IFRS, l'Association des biens immobiliers du Canada (« **REALpac** ») a rédigé une définition normalisée des FPE dans son livre blanc sur les FPE daté du mois d'avril 2014. Tels qu'ils sont calculés par Artis, les FPER peuvent différer des calculs semblables effectués par d'autres fiducies de placement immobilier canadiennes et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables aux calculs semblables effectués par ces fiducies. Se reporter à la rubrique « Mesures hors PCGR » du dernier rapport de gestion de Artis, dont il est possible d'obtenir un exemplaire sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ainsi que sur le site Internet de la Fiducie, à l'adresse www.artisreit.com;
- une amélioration de la capitalisation boursière et de la liquidité;
- l'application continue de la stratégie de diversification aux États-Unis;
- l'amélioration continue des documents liés aux relations avec les investisseurs et des efforts de marketing;
- le développement continu du meilleur service interne de gestion des ressources humaines.

Analyse comparative par rapport au groupe de comparaison

Un groupe de comparaison de sociétés immobilières a été choisi afin de comparer la rémunération des membres de la haute direction cible en utilisant les données rendues publiques en 2014. Les sociétés qui composent le groupe de comparaison ont été choisies en fonction de certains facteurs, dont le calibre élevé des sociétés, l'étendue des activités et la similitude des activités.

Le groupe de comparaison était composé des sociétés ouvertes suivantes : Fonds de placement immobilier Allied, Canadian Real Estate Investment Trust, Fonds de placement immobilier Cominar, Fonds de placement immobilier Crombie, Dream Office Real Estate Investment Trust, Granite Real Estate Investment Trust, H&R Real Estate Investment Trust et RioCan Real Estate Investment Trust. Manitoba Telecom Services et North West Company ont également fait partie du groupe de comparaison même si elles n'étaient pas des fiducies de placement immobilier étant donné qu'elles comptent une capitalisation boursière comparable et que leur siège est situé au Manitoba. Selon le groupe de comparaison qui précède, la rémunération des membres de la haute direction visés est concurrentielle par rapport à celle du groupe de comparaison.

Rendement individuel des membres de la haute direction visés

M. Armin Martens, chef de la direction

Pour établir la rémunération de M. Armin Martens, le comité de gouvernance et de la rémunération a tenu compte du rendement global de Artis, notamment des critères de rendement indiqués à la rubrique « Rendement global de Artis », ainsi que de son rendement individuel, de son apport individuel à la réussite de Artis, de son expérience et des pratiques en matière de rémunération concurrentielles du secteur. Les objectifs de rendement précis fixés à l'égard de M. Armin Martens pour 2014 étaient les suivants :

- faire en sorte que Artis continue de s'améliorer continuellement et, plus précisément, superviser la mise en œuvre de la stratégie d'entreprise globale de Artis ainsi que l'atteinte des objectifs généraux de Artis, tel qu'il est décrit plus en détail ci-dessus à la rubrique « Rendement global de Artis »;
- faire preuve de leadership à l'interne (i) en faisant la promotion de la culture d'entreprise; (ii) en définissant la mission de Artis et en établissant les valeurs centrales de l'entreprise; (iii) en travaillant en collaboration avec le conseil afin de définir les objectifs à court et à long termes pour l'entreprise; et (iv) en supervisant la mise sur pied du service interne de gestion des ressources humaines de Artis;
- faire preuve de leadership à l'externe dans la définition des paramètres externes qui régissent les activités de Artis.

Le comité de gouvernance et de la rémunération a attribué à M. Armin Martens la prime au rendement annuelle en espèces maximale du fait qu'il a atteint ou surpassé ses objectifs de rendement individuel et que les objectifs en matière de rendement globaux de Artis ont été atteints.

M. James Green, chef des finances

Pour établir la rémunération de M. James Green, le comité de gouvernance et de la rémunération a tenu compte du rendement global de Artis, notamment des critères de rendement énoncés à la rubrique « Rendement global de Artis », ainsi que de son rendement individuel, de son apport individuel à la réussite de Artis, de son expérience et des pratiques en matière de rémunération concurrentielles du secteur. Les objectifs de rendement précis fixés à l'égard de M. James Green pour 2014 étaient les suivants :

- superviser les procédures en matière de contrôle interne et de communication de l'information financière, notamment en s'assurant de la conformité aux IFRS;
- superviser les questions liées à la conformité aux règles relatives aux entités intermédiaires de placement déterminées (EIPD) et d'autres questions d'ordre fiscal relatives à la stratégie de diversification de Artis aux États-Unis et aux modifications à apporter à la structure du capital de Artis en vue d'autoriser aux fins d'émission et d'émettre des parts privilégiées;
- renforcer les compétences et la capacité de l'équipe des finances et de la comptabilité;
- faire preuve de leadership, tant à l'interne qu'à l'externe, dans la définition des paramètres externes qui régissent les activités de Artis.

Le comité de gouvernance et de la rémunération a attribué à M. James Green la prime au rendement annuelle en espèces maximale pour souligner l'excellence de son rendement individuel et l'atteinte des objectifs en matière de rendement globaux de Artis.

M. Dennis Wong, premier vice-président, Région de l'Ouest

Pour établir la rémunération de M. Dennis Wong, le comité de gouvernance et de la rémunération a tenu compte du rendement global de Artis, notamment des critères de rendement énoncés à la rubrique « Rendement global de Artis », ainsi que de son rendement individuel, de son apport individuel à la réussite de Artis, de son expérience et des pratiques en matière de rémunération concurrentielles du secteur. Les objectifs de rendement précis fixés à l'égard de M. Dennis Wong pour 2014 étaient les suivants :

- participer à l'évaluation des occasions de placement dans sa région;
- surveiller le rendement du portefeuille d'immeubles de Artis qui sont situés dans sa région;
- faire preuve de leadership, tant à l'interne qu'à l'externe, dans la définition des paramètres externes qui régissent les activités de Artis.

M. Dennis Wong s'est vu attribuer la prime au rendement annuelle en espèces maximale du fait qu'il a atteint ses objectifs de rendement individuel et que les objectifs en matière de rendement globaux de Artis ont été atteints.

M. Frank Sherlock, premier vice-président, Gestion immobilière

Pour établir la rémunération de M. Frank Sherlock, le comité de gouvernance et de la rémunération a tenu compte du rendement global de Artis, notamment des critères de rendement énoncés à la rubrique « Rendement global de Artis », ainsi que de son rendement individuel, de son apport individuel à la réussite de Artis, de son expérience et des pratiques en matière de rémunération concurrentielles du secteur. Les objectifs de rendement précis fixés à l'égard de M. Frank Sherlock pour 2014 étaient les suivants :

- superviser l'amélioration de la qualité de la gestion immobilière du portefeuille d'immeubles de Artis et y contribuer;
- gérer le transfert des activités de gestion immobilière qui étaient auparavant menées par d'autres gestionnaires indépendants à l'équipe interne de gestion immobilière, au besoin;
- faire preuve de leadership, tant à l'interne qu'à l'externe, dans la définition des paramètres externes qui régissent les activités de Artis.

M. Frank Sherlock s'est vu attribuer la prime au rendement annuelle en espèces maximale du fait qu'il a atteint ses objectifs de rendement individuel et que les objectifs en matière de rendement globaux de Artis ont été atteints.

M. David Johnson, premier vice-président, Région du Centre

Pour établir la rémunération de M. David Johnson, le comité de gouvernance et de la rémunération a tenu compte du rendement global de Artis, notamment des critères de rendement énoncés à la rubrique « Rendement global de Artis », ainsi que de son rendement individuel, de son apport individuel à la réussite de Artis, de son expérience et des pratiques en matière de rémunération concurrentielles du secteur. Les objectifs de rendement précis fixés à l'égard de M. David Johnson pour 2014 étaient les suivants :

- participer à l'évaluation des occasions de placement dans sa région;
- surveiller le rendement du portefeuille d'immeubles de Artis qui sont situés dans sa région;
- faire preuve de leadership, tant à l'interne qu'à l'externe, dans la définition des paramètres externes qui régissent les activités de Artis.

M. David Johnson s'est vu attribuer la prime au rendement annuelle en espèces maximale du fait qu'il a atteint ou dépassé ses objectifs de rendement individuel et que les objectifs en matière de rendement globaux de Artis ont été atteints.

Graphique de rendement

Le graphique suivant compare le rendement total cumulatif pour les porteurs de parts d'une somme de 100 \$ investie dans des parts et le rendement cumulatif total de l'indice composé S&P/TSX et de l'indice plafonné des fiducies de placement immobilier S&P/TSX au cours des cinq derniers exercices de Artis, en présumant un placement de 100 \$ effectué le 1^{er} janvier 2010 et d'un réinvestissement des distributions au cours de ces périodes.

La rémunération versée aux membres de la haute direction visés n'est pas fondée sur le cours des parts ni sur le rendement total pour les porteurs de parts.

Indice	1 ^{er} janvier 2010	31 décembre 2010	31 décembre 2011	31 décembre 2012	31 décembre 2013	31 décembre 2014
Parts de Artis	100,00 \$	127,01 \$	145,60 \$	174,04 \$	177,66 \$	181,76 \$
Indice composé S&P/TSX	100,00 \$	117,61 \$	107,36 \$	115,08 \$	130,03 \$	143,75 \$
Indice plafonné des FPI S&P/TSX	100,00 \$	122,61 \$	149,18 \$	174,49 \$	164,85 \$	181,93 \$

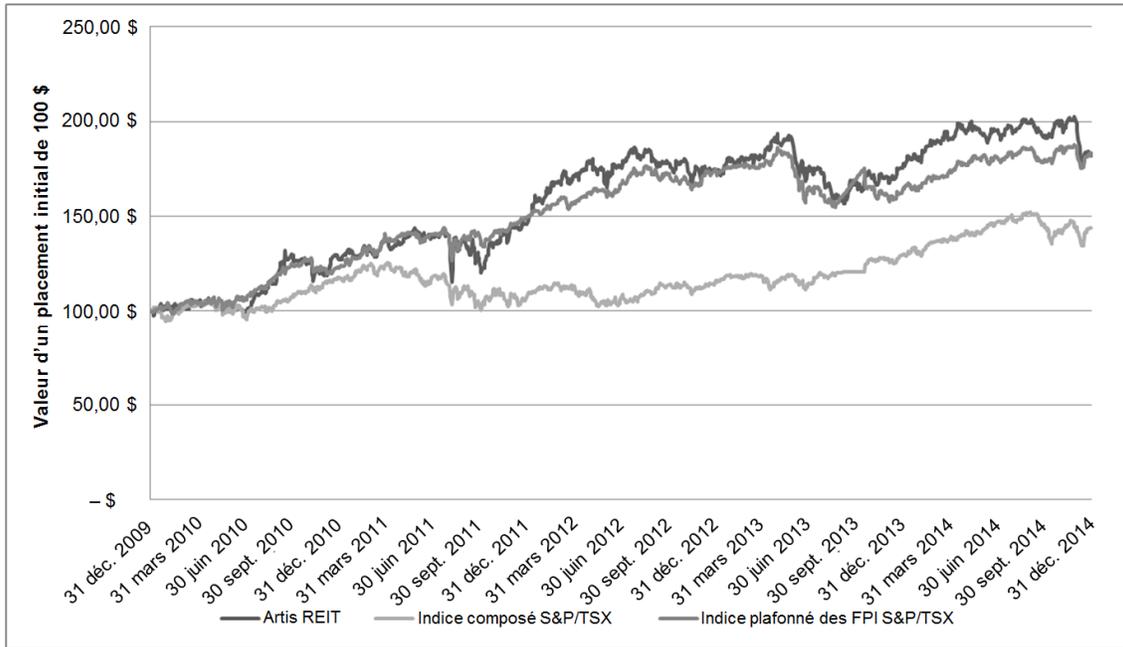


Tableau sommaire de la rémunération

Le tableau suivant donne un aperçu de la rémunération versée aux membres de la haute direction visés de Artis au cours des trois derniers exercices terminés.

Nom et poste principal	Exercice	Salaire (\$)	Attributions fondées sur des parts (\$) ¹⁾	Attributions fondées sur des options (\$) ²⁾	Rémunération annuelle dans le cadre d'un régime incitatif non fondé sur des titres (\$)	Valeur du régime de retraite (\$) ³⁾	Autre rémunération (\$) ⁴⁾⁵⁾⁶⁾	Rémunération totale (\$)
Armin Martens Président et chef de la direction	2014	750 000	240 960	-	980 000	893 570	276 577	3 141 107
	2013	750 000	1 306 823	-	980 000	813 518	174 663	4 025 004
	2012	750 000	395 000	-	975 000	692 972	146 124	2 959 096
James Green Chef des finances	2014	300 000	90 360	-	170 000	279 743	131 290	971 393
	2013	300 000	288 449	-	170 000	267 103	108 831	1 134 383
	2012	300 000	79 750	-	170 000	218 183	101 587	869 520
Dennis Wong premier vice-président, Région de l'Ouest	2014	252 144	23 820	-	120 000	-	12 317	408 281
	2013	247 200	17 826	-	60 000	-	8 879	333 905
	2012	240 000	16 025	-	60 000	-	7 733	323 758
Frank Sherlock premier vice-président, Gestion immobilière	2014	244 800	18 072	-	37 500	-	12 044	312 416
	2013	240 000	17 826	-	42 500	-	8 663	308 989
	2012	225 447	16 025	-	23 750	-	7 115	272 337
David Johnson premier vice-président, Région du Centre	2014	168 096	18 072	-	40 000	-	7 953	234 121
	2013	164 800	17 826	-	40 000	-	6 407	229 033
	2012	156 308	16 025	-	40 000	-	4 890	217 223

- 1) Le montant représente la valeur en dollars des parts inaccessibles attribuées, selon le cours de clôture des parts aux dates d'attribution, qui s'élevait à 14,37 \$ le 28 décembre 2014; à 15,75 \$ le 30 juin 2014; à 14,60 \$ le 20 décembre 2013; à 15,11 \$ le 28 juin 2013; à 15,65 \$ le 24 décembre 2012; et à 16,40 \$ le 29 juin 2012.
- 2) Aucune option n'a été attribuée en 2014 et en 2013. En 2012, une série d'options d'achat de parts a été attribuée au cours de l'exercice au prix unitaire de 16,36 \$ et échéant le 13 avril 2017. Comme les prix d'exercice des options à la date d'attribution correspondaient au cours de clôture des parts à la date de l'attribution, la juste valeur de l'attribution à cette date était nulle.
- 3) La valeur du régime de retraite comprend les cotisations de l'employeur au régime de retraite des membres de la haute direction visés. Veuillez vous reporter à la rubrique « Régimes de retraite de Artis » pour obtenir une description complète des régimes de retraite. L'autre rémunération pour le chef de la direction et le chef des finances comprend les primes versées sur l'assurance-vie entière.
- 4) L'autre rémunération comprend les équivalents de trésorerie de la valeur des distributions sur les parts inaccessibles détenues tout au long de leur période d'acquisition. Les distributions sur les parts inaccessibles sont calculées au même taux que les distributions sur les parts. Veuillez vous reporter à la rubrique « Partie VI – Renseignements supplémentaires – Titres dont l'émission est autorisée dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres de Artis – Régime incitatif fondé sur des titres de Artis » pour obtenir une description complète des parts inaccessibles.
- 5) L'autre rémunération comprend les cotisations de l'employeur au RER/PPDB de Artis pour les membres de la haute direction visés à l'exception du chef de la direction et du chef des finances.
- 6) Les autres avantages et les autres avantages indirects, globalement, ne dépassent pas le montant le moins élevé entre 50 000 \$ et 10 % du total du salaire global des membres de la haute direction visés.

Régime incitatif fondé sur des titres – Attributions en cours

Le tableau suivant présente toutes les attributions fondées sur des options et les attributions fondées sur des parts détenues par les membres de la haute direction visés à la fin du dernier exercice terminé de Artis. Ces attributions sont faites dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres qui a été approuvé par les porteurs de parts de Artis à l'assemblée annuelle et extraordinaire du 19 juin 2014 et qui a remplacé l'ancien régime d'options d'achat de parts de Artis.

Nom et poste principal	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des parts		
	Nombre de titres visés par des options non exercées	Prix d'exercice des options (\$)	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées (\$) ¹⁾	Nombre de parts dont les droits n'ont pas été acquis	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts dont les droits n'ont pas été acquis (\$) ²⁾	Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des parts non versées ni distribuées (\$)
Armin Martens Président et chef de la direction	- 15 000 45 000 250 000 500 000	11,28 13,30 13,44 14,10 16,36	25 fév. 2015 10 sept. 2015 15 oct. 2015 17 juin 2016 13 avr. 2017	- 13 200 33 300 20 000 -	141 245	2 002 854	-
James Green Chef des finances	15 000 40 000 40 000 160 000 200 000	11,28 13,30 13,44 14,10 16,36	25 fév. 2015 10 sept. 2015 15 oct. 2015 17 juin 2016 13 avr. 2017	43 500 35 200 29 600 12 800 -	33 131	469 798	-
Dennis Wong premier vice-président, Région de l'Ouest	- 15 000 15 000 60 000 60 000	11,28 13,30 13,44 14,10 16,36	25 fév. 2015 10 sept. 2015 15 oct. 2015 17 juin 2016 13 avr. 2017	- 13 200 11 100 4 800 -	4 103	58 181	-
Frank Sherlock premier vice-président, Gestion immobilière	- - - - 60 000	11,28 13,30 13,44 14,10 16,36	25 fév. 2015 10 sept. 2015 15 oct. 2015 17 juin 2016 13 avr. 2017	- - - - -	3 703	52 509	-
David Johnson premier vice-président, Région du Centre	- - - - 60 000	11,28 13,30 13,44 14,10 16,36	25 fév. 2015 10 sept. 2015 15 oct. 2015 17 juin 2016 13 avr. 2017	- - - - -	3 703	52 509	-

1) La valeur des options dans le cours non exercées correspond à la différence entre le prix d'exercice de l'option et le cours de clôture des parts le 31 décembre 2014, qui s'établissait à 14,18 \$.

2) La valeur marchande des attributions fondées sur des parts dont les droits sous-jacents n'ont pas été acquis correspond au produit du nombre d'attributions fondées sur des parts dont les droits sous-jacents n'ont pas été acquis et du cours de clôture des parts le 31 décembre 2014, qui s'établissait à 14,18 \$.

Attributions dans le cadre de régimes incitatifs fondés sur des titres - valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice

Nom et poste principal	Attributions fondées sur des options – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice (\$) ¹⁾²⁾	Attributions fondées sur des options – Valeur obtenue de l'exercice d'options au cours de l'exercice (\$) ³⁾	Attributions fondées sur des parts – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice (\$)	Rémunération dans le cadre d'un régime incitatif non fondé sur des titres – Valeur gagnée au cours de l'exercice (\$)
Armin Martens Président et chef de la direction	215 450	59 500	-	-
James Green Chef des finances	137 450	31 810	-	-
Dennis Wong premier vice-président, Région de l'Ouest	48 050	33 600	-	-
Frank Sherlock premier vice-président, Gestion immobilière	-	-	-	-
David Johnson premier vice-président, Région du Centre	-	-	-	-

- 1) Les droits sous-jacents à une tranche de 25 % de ces options sont acquis à la première, à la deuxième, à la troisième et à la quatrième dates anniversaires de l'attribution.
- 2) La valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice correspond à la différence entre le prix d'exercice de l'option et le cours de clôture des parts aux dates d'acquisition des droits, soit les 25 février 2014, 17 juin 2014, 10 septembre 2014 et 15 octobre 2014, multipliée par le nombre d'options dont les droits sous-jacents ont été acquis au cours de l'exercice. Le cours de clôture des était de 15,58 \$ le 25 février 2014, de 15,66 \$ le 17 juin 2014, de 15,75 \$ le 10 septembre 2014 et de 15,27 \$ le 15 octobre 2014.
- 3) La valeur obtenue de l'exercice d'options au cours de l'exercice correspond à la différence entre le prix d'exercice des options exercées au cours de l'exercice et la juste valeur des parts aux dates auxquelles les options ont été exercées.

Régimes de retraite de Artis

Conformément aux contrats d'emploi du chef de la direction et du chef des finances, la FPI a instauré des conventions de retraite à prestations déterminées. La prestation qui sera offerte à la retraite correspondra à 2 % de la moyenne des trois années les mieux rémunérées des dirigeants au cours de leur mandat, multiplié par leurs années de service depuis l'entrée en vigueur de la convention.

L'entente de retraite du chef de la direction sera financée par une convention de retraite, au sens donné à ce terme par l'Agence du revenu du Canada.

Le chef des finances participait à un régime de retraite à prestations déterminées établi par Marwest, son ancien employeur. Ce régime est un régime enregistré en vertu de la Loi de l'impôt. Il était considéré comme étant entièrement financé selon le calcul actuariel au 31 décembre 2011 et a été transféré à la FPI en 2012. Une convention de retraite, au sens donné à ce terme par l'Agence du revenu du Canada, a également été établie et seront utilisés afin d'offrir au chef des finances les avantages prévus par son contrat d'emploi.

Nom et poste principal	Nombre d'années de service créditées	Avantages annuels payables (\$)		Obligation relative aux prestations constituées au début de l'année (\$)	Variation de l'obligation relative aux prestations constituées attribuable à des éléments rémunérateurs (\$)	Variation de l'obligation relative aux prestations constituées attribuable à des éléments non rémunérateurs (\$)	Obligation relative aux prestations constituées à la fin de l'année (\$)
		À la fin de l'année	À 65 ans				
Armin Martens Président et chef de la direction ¹⁾	3	121 964	359 100	1 501 830	893 570	121 922	2 517 322
James Green Chef des finances ¹⁾	3	36 345	122 791	428 458	244 860	35 941	709 259
James Green Chef des finances ²⁾	23,40 ³⁾	68 388	118 473	864 794	34 883	(22 127)	877 550

- 1) Les hypothèses actuarielles sur lesquelles les données sont fondées sont les suivantes : a) un taux d'intérêt de 6,00 %; b) une hausse salariale de 2,00 %; c) un taux de mortalité fondé sur la table Pensionné non assuré 1994 avec projections de l'amélioration future du taux de mortalité selon une perspective générationnelle en utilisant l'échelle AA pour les obligations accumulées au début de l'exercice; d) le taux de mortalité indiqué dans la table de mortalité 2014 pour le secteur public du CPM dont les améliorations générationnelles sont projetées à l'aide de l'échelle B pour les obligations accumulées à la fin de l'exercice; et e) la retraite à l'âge de 67 ans.
- 2) Les hypothèses actuarielles sur lesquelles les données sont fondées sont les suivantes : a) un taux d'intérêt de 7,50 %; b) une hausse salariale de 5,50 %; c) un taux de mortalité correspondant à 80 % de la table GAM83 et d) la retraite à l'âge de 65 ans.
- 3) M. James Green bénéficiait d'un régime de retraite de son ancien employeur, Marwest, régime qui a été transféré à la FPI avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012.

La juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2014 était de 4 324 878 \$ et était supérieure à l'obligation relative aux prestations constituées.

Contrats d'emploi

Chacun des membres de la haute direction visés est partie à un contrat d'emploi avec Artis qui prévoit les conditions de son emploi, notamment la rémunération qu'il a le droit de recevoir, de même que les modalités de cessation d'emploi par l'une ou l'autre partie et les indemnités associées à la cessation d'emploi.

Tel qu'il est indiqué ci-dessus à la rubrique « Internalisation des fonctions inhérentes à la convention de gestion d'actifs et à la convention de gestion immobilière », Artis a procédé à l'internalisation des fonctions de gestion des actifs et des immeubles avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012.

La convention de gestion d'actifs et la convention de gestion immobilière prévoient toutes deux que, advenant l'internalisation des services fournis aux termes de ces conventions, les dirigeants qui ont fourni des services de gestion à Artis aux termes de cette convention auront le droit d'être employé par Artis et d'occuper un poste comparable avec des responsabilités comparables selon des conditions acceptables pour Artis et les dirigeants, agissant raisonnablement. Par conséquent, les contrats d'emploi avec les membres de la haute direction visés ont été négociés et acceptés dans ce contexte.

Prestations de résiliation et de changement de contrôle

Armin Martens, chef de la direction

Aux termes d'un contrat d'emploi intervenu avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, M. Armin Martens est un employé de Artis à temps complet. Le contrat d'emploi de M. Armin Martens est d'une durée de 10 ans à compter de la date de prise d'effet.

M. Armin Martens a le droit de recevoir certains avantages s'il est mis fin à son emploi, notamment à la suite ou en raison d'un changement de contrôle de Artis. L'indemnité de changement de contrôle prévue par le contrat de M. Armin Martens est structurée de façon comparable à celle qui est prévue dans la convention de gestion d'actifs et la convention de gestion immobilière qui ont été internalisées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, de sorte que l'indemnité de changement de contrôle correspond au nombre d'années restant au contrat de sorte qu'aucune indemnité de changement de contrôle ne sera versée si le changement de contrôle et la résiliation ont lieu au cours de la dernière année du contrat. Le contrat d'emploi de M. Armin Martens expire plus de trois ans plus tôt que la date d'expiration de la convention de gestion d'actifs et de la convention de gestion immobilière.

Dans l'éventualité d'une cessation d'emploi causée par un changement de contrôle ou pour un motif non valable, les avantages payables à M. Armin Martens seraient les suivants : (i) le versement des avantages cumulés; (ii) une indemnité de départ correspondant au produit de la multiplication de la rémunération annuelle globale par le nombre d'années restant au contrat; (iii) une rémunération incitative à long terme et à court terme correspondant au nombre d'années restant au contrat; et (iv) la pleine capitalisation du régime de retraite établi pour M. Armin Martens.

Un changement de contrôle comprend : la prise de contrôle de 50 % ou plus des parts émises et en circulation par une même personne; un changement dans la composition du conseil faisant en sorte que seule une minorité des fiduciaires soient des fiduciaires en poste; la sollicitation d'une procuration dissidente dont l'objectif est de modifier la composition du conseil et qui fait en sorte ou pourrait faire en sorte que seule une minorité des fiduciaires seront des fiduciaires en poste; une fusion ou un regroupement de Artis avec une autre entité, si au moins cinquante pour cent (50 %) des droits de vote combinés rattachés aux titres en circulation de l'entité qui en découle appartiennent à des personnes qui n'étaient pas porteurs de parts de Artis immédiatement avant la fusion ou le regroupement; le lancement d'une offre publique d'achat, d'une offre publique d'échange ou de toute autre offre visant au moins cinquante pour cent (50 %) des parts; ou l'introduction de toute instance par Artis, ou contre celle-ci, dont l'objectif est de la déclarer faillite ou insolvable, ou de demander sa liquidation, sa restructuration, la modification d'un arrangement à son égard, sa protection, une libération ou un concordat à son égard ou à l'égard de ses dettes, en vertu de toute loi sur la faillite, l'insolvabilité, la restructuration ou la libération des débiteurs, ou afin d'obtenir une ordonnance de redressement ou la nomination d'un séquestre, d'un syndic de faillite, d'un dépositaire ou de tout autre mandataire du même type pour Artis ou pour toute partie importante de ses biens; ou l'approbation d'un plan de liquidation ou de dissolution complète de Artis par ses porteurs de parts.

L'indemnité à laquelle M. Armin Martens aurait droit advenant un changement de contrôle dépendra du nombre d'années restant à son contrat d'emploi.

Advenant la cessation d'emploi pour un motif non valable, M. Armin Martens a le droit de recevoir un montant forfaitaire correspondant à sa rémunération annuelle totale pour trois années.

James Green, chef des finances

Aux termes d'un contrat d'emploi intervenu avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, M. James Green est un employé de Artis à temps complet. Le contrat d'emploi de M. James Green est d'une durée de 10 ans à compter de la date de prise d'effet.

M. James Green a le droit de recevoir certains avantages s'il est mis fin à son emploi, notamment à la suite ou en raison d'un changement de contrôle de Artis. L'indemnité de changement de contrôle aux termes du contrat de M. James Green est structurée d'une façon semblable à celle qui est prévue dans la convention de gestion d'actifs et la convention de gestion immobilière qui ont été internalisées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2012, de sorte que l'indemnité de changement de contrôle correspond au nombre d'années restant au contrat, et donc, aucune indemnité de changement de contrôle ne sera versée si le changement de contrôle et la résiliation ont lieu au cours de la dernière année du contrat.

Advenant une cessation d'emploi causée par un changement de contrôle ou sans motif valable, les avantages payables à M. James Green comprennent : (i) le versement des avantages payables; (ii) une indemnité de départ correspondant au produit de la multiplication de la rémunération annuelle globale par le nombre d'années restant au contrat; (iii) une rémunération incitative à long terme et à court terme correspondant au nombre d'années restant au contrat; et (iv) la pleine capitalisation du régime de retraite établi pour M. James Green.

Un changement de contrôle pour les besoins du contrat d'emploi de M. James Green a le même sens que celui qui est donné à ce terme dans le contrat d'emploi de M. Armin Martens.

La valeur de l'indemnité à laquelle M. James Green aurait droit advenant un changement de contrôle dépendra du nombre d'années restant à son contrat d'emploi.

Advenant une cessation d'emploi sans motif valable, M. James Green aurait le droit de recevoir un montant forfaitaire correspondant à sa rémunération annuelle totale pour trois années.

Dennis Wong, premier vice-président, Région de l'Ouest

Aux termes d'un contrat d'emploi intervenu avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015, M. Dennis Wong est un employé de Artis à temps complet. Le contrat d'emploi de M. Dennis Wong est d'une durée de deux ans à compter de la date de prise d'effet.

M. Dennis Wong est en droit de recevoir certains avantages s'il est mis fin à son emploi, notamment à la suite ou en raison d'un changement de contrôle de Artis. Les avantages payables à M. Dennis Wong en cas de résiliation de son contrat d'emploi (sauf pour un motif non valable) comprennent le versement de son salaire de base annuel et de sa prime pour une année. Advenant un changement de contrôle, M. Dennis Wong est en droit de recevoir un montant correspondant à deux fois son salaire de base annuel et sa prime.

Un changement de contrôle comprend l'une ou l'autre des situations suivantes (à condition que les personnes qui occupent les postes de haute direction au sein de Artis immédiatement avant cette situation n'exercent plus un contrôle sur les activités quotidiennes de Artis) : a) une personne acquiert au moins 51 % des parts en circulation ou détient les droits de vote exclusifs ou partagés ou le droit d'aliénation à l'égard d'un tel pourcentage de parts; ou b) la réalisation d'une fusion ou d'un regroupement de Artis ou d'une autre restructuration, si au moins 51 % des droits de vote combinés rattachés aux titres en circulation de l'entité qui en découle appartiennent à des personnes qui n'étaient pas des porteurs de parts immédiatement avant cette opération.

Si un changement de contrôle s'était produit avec prise d'effet le 31 décembre 2014, M. Dennis Wong aurait eu le droit de recevoir un montant de 600 000 \$.

Frank Sherlock, premier vice-président, Gestion immobilière

Aux termes d'un contrat d'emploi intervenu avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015, M. Frank Sherlock est un employé de Artis à temps complet. Le contrat d'emploi de M. Frank Sherlock est d'une durée de deux ans à compter de la date de prise d'effet.

M. Frank Sherlock est en droit de recevoir certains avantages s'il est mis fin à son emploi, notamment à la suite ou en raison d'un changement de contrôle de Artis. Les avantages payables à M. Frank Sherlock advenant la résiliation de son contrat d'emploi (sauf sans motif valable) comprennent le versement de son salaire de base annuel et de sa prime pour une année. Advenant un changement de contrôle, M. Frank Sherlock est en droit de recevoir un montant correspondant à deux fois son salaire de base annuel et sa prime.

Un changement de contrôle comprend l'une ou l'autre des situations suivantes (à condition que les personnes qui occupent des postes de haute direction au sein de Artis immédiatement avant que cette situation n'exercent plus un contrôle sur les activités quotidiennes de Artis) : a) une personne acquiert au moins 51 % des parts en circulation ou détient les droits de vote exclusifs ou partagés ou le droit d'aliénation à l'égard d'un tel pourcentage de parts; ou b) la réalisation d'une fusion ou d'un regroupement de Artis ou d'une autre restructuration, si au moins 51 % des droits de vote combinés rattachés aux titres en circulation de l'entité qui en découle appartiennent à des personnes qui n'étaient pas des porteurs de parts immédiatement avant cette opération.

Dans l'éventualité où un changement de contrôle se serait produit avec prise d'effet le 31 décembre 2014, M. Frank Sherlock aurait eu le droit de recevoir le versement d'un montant de 540 000 \$.

David Johnson, premier vice-président, Région du Centre

Aux termes d'un contrat d'emploi intervenu avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2015, M. David Johnson est un employé de Artis à temps complet. Le contrat d'emploi de M. David Johnson est d'une durée de deux ans à compter de la date de prise d'effet.

M. David Johnson est en droit de recevoir certains avantages s'il est mis fin à son emploi, notamment à la suite ou en raison d'un changement de contrôle de Artis. Les avantages payables à M. David Johnson advenant la résiliation de son contrat d'emploi (sauf sans motif valable) comprennent le versement de son salaire de base annuel pour une durée de 12 mois. Advenant un changement de contrôle, M. David Johnson est en droit de recevoir un montant correspondant à son salaire de base annuel et à sa prime.

Un changement de contrôle comprend l'une ou l'autre des situations suivantes (à condition que les personnes qui occupent des postes de haute direction au sein de Artis immédiatement avant que cette situation n'exercent plus un contrôle sur les activités quotidiennes de Artis) : a) une personne acquiert au moins 51 % des parts en circulation ou détient les droits de vote exclusifs ou partagés ou le droit d'aliénation à l'égard d'un tel pourcentage de parts; ou b) la réalisation d'une fusion ou d'un regroupement de Artis ou d'une autre restructuration, si au moins 51 % des droits de vote combinés rattachés aux titres en circulation de l'entité qui en découle appartiennent à des personnes qui n'étaient pas des porteurs de parts immédiatement avant cette opération.

Dans l'éventualité où un changement de contrôle se serait produit avec prise d'effet le 31 décembre 2014, M. David Johnson aurait eu le droit de recevoir le versement d'un montant de 208 096 \$.

PARTIE VI – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

TITRES DONT L'ÉMISSION EST AUTORISÉE DANS LE CADRE DU RÉGIME INCITATIF FONDÉ SUR DES TITRES DE ARTIS

Renseignements sur le régime de rémunération fondé sur des titres

Les renseignements présentés ci-dessous sont donnés en date du 31 décembre 2014.

Catégorie de régime	(a) Nombre de parts qui seront émises à l'exercice d'options, de bons de souscription et de droits en cours ¹⁾	(b) Prix d'exercice moyen pondéré des options, des bons de souscription et des droits en cours (\$)	(c) Nombre d'options, de bons de souscription et de droits exercés après le 19 juin 2014	(d) Nombre de parts restantes disponibles aux fins d'émission dans le cadre des régimes de rémunération fondés sur des titres (compte non tenu des titres qui figurent dans la colonne (a))
Régimes de rémunération fondés sur des titres approuvés par les porteurs de parts	3 141 478	13,82	94 855	5 263 667
Régimes de rémunération fondés sur des titres non approuvés par les porteurs de parts	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Total	3 141 478	13,82	94 855	5 263 667

1) Comprend la totalité des parts visées par des options, des parts incessibles et des parts différées attribuées dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres.

Régime incitatif fondé sur des titres de Artis

Le 19 juin 2014, les porteurs de parts ont approuvé l'adoption d'un régime incitatif fondé sur des titres. Avant le régime incitatif fondé sur des titres, Artis comptait un régime incitatif fondé sur des titres différent dans le cadre duquel elle accordait des attributions. Les attributions dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres accordées dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres peuvent être composées d'options, de parts incessibles, de parts différées et de parts payables par versements. Chaque attribution est régie par les modalités et les conditions du régime incitatif et par les modalités prévues par le conseil.

Le nombre de parts visées par des attributions ou liées à des attributions faites dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres est limité à 8 500 000, compte tenu des options en cours et des parts incessibles en circulation le 19 juin 2014, date de l'adoption du régime incitatif fondé sur des titres. Le nombre de parts visées par des options ou liées à des options attribuées dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres ou rattachées à ce régime est limité à 4 000 000, compte tenu des options en cours le 19 juin 2014, date de l'adoption du régime incitatif fondé sur des titres.

Au 27 avril 2015, 2 675 000 parts peuvent être émises à l'exercice des options en cours, 280 470 parts sont sous-jacentes à des parts incessibles en cours et 4 936 parts sont sous-jacentes aux parts différées en circulation, ce qui représente 2,2 % des parts de Artis émises et en circulation. Au 27 avril 2015, 5 273 576 parts sont disponibles aux fins d'émission dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres, ce qui représente 3,8 % du nombre total de parts de Artis émises et en circulation.

Aucun participant ne recevra d'attributions à l'égard de plus de 5 % des parts de Artis émises et en circulation. Conformément aux règles de la TSX, le régime incitatif fondé sur des titres prévoit également ce qui suit : (i) le nombre de parts pouvant être émises aux initiés de Artis, à tout moment, dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres et de tout autre arrangement en matière de rémunération à base de titres adopté par Artis, ne saurait excéder 10 % des parts émises et en circulation; et (ii) le nombre de parts émises aux initiés de Artis, à l'intérieur d'une période de un an, dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres et de tout autre arrangement en matière de rémunération à base de titres adopté par Artis, ne saurait excéder 10 % des parts émises et en circulation.

Depuis l'inscription des parts à la cote de la TSX, 1 230 643 parts ont été émises dans le cadre de l'exercice d'options, ce qui représente 0,9 % des parts émises et en circulation au 27 avril 2015.

Administration

Le régime incitatif fondé sur des titres est administré et interprété par le comité de gouvernance et de la rémunération, pour le compte du conseil. Le comité de gouvernance et de la rémunération a toute l'autorité nécessaire, sous réserve des modalités du régime incitatif fondé sur des titres, pour faire des attributions dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres et pour établir les modalités de ces attributions, notamment les personnes à qui elles doivent être faites, le type et le nombre d'attributions à faire et le nombre de parts que chaque attribution couvrira. Le conseil aura également tout le pouvoir nécessaire pour fixer l'heure de l'exercice ou du règlement des attributions.

Admissibilité

Les fiduciaires, les dirigeants ou les employés de Artis ou des membres de son groupe et les employés désignés de certains fournisseurs de services qui offrent des services de gestion à Artis ou à l'un des membres de son groupe et qui consacrent un temps et des soins considérables aux affaires et aux activités de Artis peuvent participer au régime incitatif fondé sur des titres. Toutefois, les fiduciaires qui ne sont pas des employés, des dirigeants ou des fournisseurs de service ne peuvent pas recevoir d'options. De plus, seuls les fiduciaires peuvent recevoir des parts différées. Enfin, les fiduciaires non membres de la direction ne peuvent recevoir que des parts différées.

Options

Le régime incitatif fondé sur des titres prévoit que le conseil pourra attribuer des options. Les options attribuées dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres auront une durée maximale de dix ans et pourront être exercées à un prix qui ne saurait être inférieur au cours moyen pondéré en fonction du volume des parts à la TSX pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement cette date. Initialement, les options seront acquises à raison de 25 % par année sur quatre ans, sous réserve du droit du conseil d'établir au moment de l'attribution qu'une option donnée pourra être exercée en totalité ou en partie à une date différente et d'établir à tout moment après le moment de l'attribution qu'une option donnée pourra être exercée en totalité ou en partie à une date antérieure pour quelque motif que ce soit. De plus, l'acquisition des options pourrait être assujettie à des critères de rendement à l'appréciation du conseil.

Malgré ce qui précède, le régime incitatif fondé sur des titres prévoit que, si la durée d'une option expire pendant une période d'interdiction imposée par Artis ou dans les dix jours suivant le dernier jour de cette période, l'option expirera à la date (la « **date d'expiration de la période d'interdiction** ») qui tombe dix jours ouvrables après la fin de la période d'interdiction. La date d'expiration de la période d'interdiction ne sera pas assujettie à l'appréciation du conseil.

Au 27 avril 2015, 2 675 000 parts peuvent être émises à l'exercice des options, ce qui représente 2,0 % des parts émises et en circulation à cette date.

Aucune option n'a été attribuée dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres en 2014.

Parts incessibles

Le régime incitatif fondé sur des titres prévoit que le conseil pourra faire des attributions de parts incessibles. Une part incessible est une promesse contractuelle d'émettre des parts et/ou un montant en espèces correspondant à la « juste valeur marchande » (tel que le terme *fair market value* est défini dans le régime incitatif fondé sur des titres et telle qu'elle est établie au moment de la distribution) des parts assujetties à l'attribution à une date future précise. Les parts incessibles seront acquises au troisième anniversaire de la date de leur attribution et après celle-ci, sous réserve du droit du conseil d'établir au moment de

l'attribution qu'une part incessible donnée sera acquise à des dates différentes et d'établir à tout moment après le moment de l'attribution qu'une part incessible donnée sera acquise à une date antérieure ou ultérieure. De plus, l'acquisition des parts incessibles pourrait être assujettie à des critères de rendement à l'appréciation du conseil.

Une attribution de parts incessibles pourrait être réglée en parts, en espèces ou au moyen d'une combinaison de parts et d'un montant en espèces, au choix du destinataire.

Au 27 avril 2015, 280 470 parts sont sous-jacentes à des parts incessibles en cours, ce qui représente 0,2 % des parts émises et en circulation à cette date.

Parts différées

Le régime incitatif fondé sur des titres prévoit que le conseil pourra faire des attributions de parts différées. Une part différée est une promesse contractuelle d'émettre des parts et/ou un montant en espèces correspondant à la « juste valeur marchande » (tel que le terme « *fair market value* » est défini dans le régime incitatif fondé sur des titres et telle qu'elle est établie au moment de la distribution) des parts assujetties à l'attribution à une date future précise. Les droits rattachés aux parts différées seront acquis à la date d'attribution.

Au 27 avril 2015, 4 936 parts sont sous-jacentes aux parts différées en circulation, ce qui représente moins de 0,1 % des parts émises et en circulation à cette date.

Parts payables par versements

Le régime incitatif fondé sur des titres prévoit que le conseil pourra faire des attributions de parts payables par versements. Les participants admissibles pourront souscrire des parts payables par versements aux termes d'une convention de souscription, pour un prix de souscription qui ne saurait être inférieur à la « juste valeur marchande » des parts (le « **prix de souscription** »), lequel sera payable au moyen de versements en espèces. Les modalités de l'attribution pourraient exiger le paiement d'au moins 5 % du prix de souscription pour ces parts payables par versements. La « juste valeur marchande » des parts correspondra au cours moyen pondéré des parts en fonction du volume à la TSX pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement l'attribution des parts payables par versements en question. Tous les versements doivent être faits au cours d'une période maximale de dix ans. Les versements faits à l'égard des reçus de versements (au sens donné à ce terme ci-après) pourraient être accélérés dans certaines circonstances.

Avant le règlement intégral de tous les versements (y compris les intérêts, tels qu'ils sont décrits ci-après) relatifs aux parts payables par versements, la propriété véritable des parts payables par versements sera attestée par des reçus de versements délivrés par Artis (les « **reçus de versements** ») aux participants. Les participants seront tenus de payer à Artis des intérêts sur le solde impayé des versements restants selon un taux fixe sur dix ans qui ne saurait être inférieur au taux prévu en vertu de la Loi de l'impôt au moment de l'attribution de ces parts payables par versements ou selon un autre taux établi par le conseil à ce moment. Dans le cadre d'une convention relative aux reçus de versements et gage qui sera intervenue entre Artis et chaque participant au moment où Artis acceptera la convention de souscription du participant visant les parts payables par versements (la « **convention relative aux reçus de versements et au gage** »), le participant assujetti sera tenu d'affecter toutes les distributions versées sur les parts payables par versements au paiement de ces intérêts et de régler les versements restants de sorte que, après tous ces paiements, le participant aura réglé la totalité de la juste valeur marchande des parts payables par versements.

Les parts payables par versements seront inscrites au nom d'un dépositaire et données en gage à Artis à titre de garantie pour le règlement par le participant assujetti des versements restants. Aux termes de la convention relative aux reçus de versements et au gage, le titre juridique des parts payables par versements sera inscrit au nom du dépositaire et détenu à titre de garantie pour le règlement des obligations du participant assujetti jusqu'à ce que la totalité des versements soient intégralement réglés. Si le dépositaire ne reçoit pas les paiements relatifs aux versements d'un participant assujetti lorsqu'ils sont exigibles, sauf indication contraire par Artis et sous réserve de la loi applicable, le dépositaire pourra vendre sur le marché les parts payables par versements restantes à ce moment qui sont détenues à titre de garantie, et la tranche du produit correspondant aux versements restants impayés sera remise à Artis.

Dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres, les titulaires de reçus de versements seront les propriétaires véritables des parts payables par versements à compter de leur date d'émission, sous réserve de leur obligation de faire les versements restants. Les titulaires de reçus de versements auront les mêmes droits et privilèges, et seront assujettis aux mêmes

restrictions, que les porteurs de parts inscrits, sauf certains droits et privilèges qui, aux termes de la convention relative aux reçus de versements et au gage, ne font que protéger la valeur de la garantie de Artis dans les parts payables par versements. Plus précisément, les participants qui détiennent des reçus de versements auront le droit de recevoir les distributions versées sur ces parts payables par versements. Ces participants devront affecter les distributions qu'ils reçoivent à l'égard des parts payables par versements au règlement des intérêts et des versements restants. Les participants n'auront pas le droit d'exercer les droits de vote rattachés aux parts payables par versements, sauf s'ils ne doivent aucun montant impayé à la Fiducie.

Lorsque tous les versements seront réglés, les parts payables par versements seront délivrées au participant assujéti et ce participant en deviendra le porteur inscrit. Le participant n'aura pas le droit de céder ou de disposer de ses parts payables par versements ni des reçus de versement qui s'y rattachent, sauf dans certaines circonstances, tant qu'il n'aura pas fait tous les versements.

Modification et expiration du régime incitatif fondé sur des titres

Le conseil pourra, à son entière appréciation, modifier, interrompre ou résilier le régime incitatif fondé sur des titres à tout moment sans obtenir l'approbation des porteurs de parts, pourvu que la modification, l'interruption ou la résiliation soit approuvée par les organismes de réglementation ou par la bourse et qu'elle ne porte pas atteinte de façon importante aux droits d'un porteur dans le cadre d'une attribution.

Par exemple, le conseil pourra :

- apporter des modifications d'ordre technique, matériel ou administratif, ou des modifications visant à clarifier toute disposition du régime incitatif fondé sur des titres;
- résilier le régime incitatif fondé sur des titres;
- apporter des modifications afin de réagir aux modifications apportées aux lois, aux règlements, aux règles des bourses de valeurs ou aux exigences comptables ou d'audit;
- apporter des modifications relativement aux modalités d'acquisition des droits sous-jacents aux attributions;
- apporter des modifications aux modalités d'annulation des attributions dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres qui n'entraînent pas de prolongation au-delà de la date d'expiration initiale;

pourvu que :

- toute approbation requise d'une autorité de réglementation ou d'une bourse de valeurs soit obtenue;
- si les modifications réduisent le prix d'exercice des options ou prolongeaient la date d'expiration des attributions faites aux initiés de Artis (sauf dans le cas d'une restructuration du capital, d'une restructuration, d'un arrangement, d'un fractionnement ou d'un regroupement, d'une distribution ou d'un autre événement ou d'une autre opération semblable), l'approbation des porteurs de parts soit obtenue;
- le conseil ait eu le pouvoir d'attribuer initialement l'attribution selon les modalités ainsi modifiées;
- le consentement ou le consentement réputé du titulaire de l'attribution soit obtenu si la modification porte atteinte de façon importante aux droits de ce titulaire.

Malgré ce qui précède, le conseil ne peut pas, sans obtenir l'approbation des porteurs de parts, apporter des modifications au régime incitatif fondé sur des titres à l'une ou l'autre des fins suivantes :

- pour augmenter le nombre maximal de parts pouvant être émises dans le cadre des attributions faites dans le cadre de ce régime;
- pour diminuer le prix d'exercice des options (autre qu'une réduction découlant d'un changement apporté à l'appréciation des fiduciaires dans l'éventualité d'une restructuration du capital, d'une restructuration, d'un arrangement, d'un fractionnement ou d'un regroupement, d'une distribution ou d'une autre opération analogue);
- pour proroger la date d'expiration des attributions en faveur d'un participant (notamment un initié de Artis);

- pour augmenter le nombre maximal de parts pouvant être émises aux initiés de Artis;
- pour modifier les dispositions modificatrices du régime incitatif fondé sur des titres.

Cession des attributions

Options

À l'exception de ce que le conseil pourrait établir à l'égard d'une option donnée, aucune option ne pourra être cédée par un participant, sauf par testament ou en vertu des lois en matière de succession et de distribution successorale; toutefois, un participant pourrait céder ou transférer des options auxquelles il a droit à une société de portefeuille personnelle qu'il détient en propriété exclusive. La totalité des options pourront être exercées exclusivement par le participant, de son vivant.

Parts incessibles

À moins que le conseil en décide autrement, les parts incessibles ne pourront être vendues, données en garantie, cédées, hypothéquées, données, transférées ou aliénées de quelque façon que ce soit, que ce soit volontairement ou involontairement par effet de la loi, sauf par testament ou en vertu des lois en matière de succession et de distribution successorale; toutefois, un participant pourrait céder ou transférer des parts incessibles auxquelles il a droit à une société de portefeuille personnelle qu'il détient en propriété exclusive.

Parts différées

À moins que le conseil en décide autrement, les parts différées ne pourront être vendues, données en garantie, cédées, hypothéquées, données, transférées ou aliénées de quelque façon que ce soit, que ce soit volontairement ou involontairement par effet de la loi, sauf par testament ou en vertu des lois en matière de succession et de distribution successorale; toutefois, un participant pourrait céder ou transférer des parts différées auxquelles il a droit à une société de portefeuille personnelle qu'il détient en propriété exclusive.

Reçus de versement

Les reçus de versement émis dans le cadre du régime incitatif fondé sur des titres ne pourront être cédés ni transférés, et ne pourront être grevés d'une charge, sauf avec le consentement écrit préalable du conseil et sous réserve de l'approbation de la TSX.

Changement de contrôle

Dans l'éventualité d'un changement de contrôle de Artis ou dans l'expectative d'un tel événement, le conseil pourra, à son entière discrétion absolue et sans devoir obtenir le consentement d'un participant, annuler des attributions en échange d'une attribution de remplacement d'une entité remplaçante. Les attributions de remplacement devront avoir une valeur économique qui ne saurait être inférieure à celle des attributions existantes, les conditions liées à leur rendement sont tout aussi rigoureuses que celles des attributions existantes et leurs calendriers d'acquisition sont semblables à ceux des attributions existantes. S'il n'effectue pas cet échange contre des attributions de remplacement, le conseil sera en mesure d'accélérer l'acquisition des options, des parts incessibles et des parts différées, pourvu qu'il soit mis fin à l'emploi ou au mandat du participant auprès de Artis sans motif valable (tel que ce concept est défini dans le régime incitatif fondé sur des titres). Le conseil décidera à son appréciation du traitement des parts payables par versements à ce moment.

Pour les besoins du régime incitatif fondé sur des titres, un changement de contrôle désigne la survenance de l'un ou l'autre des événements suivants se produisant dans le cadre d'une opération ou d'une série d'opérations connexes :

- une personne acquiert la propriété véritable, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, directement ou indirectement, de titres de Artis représentant plus de 50 % des droits de vote rattachés aux parts de Artis alors en circulation pour l'élection des fiduciaires;
- un regroupement, un échange de titres, une restructuration, un arrangement ou une fusion de Artis faisant en sorte que les porteurs de parts immédiatement avant cet événement n'auront plus au moins la majorité des droits de vote rattachés aux titres en circulation de l'entité issue de l'opération immédiatement après l'opération;
- la vente ou autre disposition de la totalité ou de la quasi-totalité des actifs de Artis;

- la liquidation ou la dissolution de Artis;
- un événement semblable qui, de l'avis du conseil, constituera un changement de contrôle pour l'application du régime incitatif fondé sur des titres.

PRÊTS AUX FIDUCIAIRES, AUX HAUTS DIRIGEANTS ET AUX EMPLOYÉS

À la date des présentes, aucun fiduciaire ni dirigeant de Artis, ni aucune des personnes qui ont un lien avec ceux-ci, n'est endetté envers Artis ou l'une de ses filiales.

INTÉRÊTS DE PERSONNES INFORMÉES DANS DES OPÉRATIONS IMPORTANTES

À l'exception de ce qui a été divulgué dans la notice annuelle et dans la présente circulaire, aucune personne informée (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables) de Artis et aucun candidat à l'élection au poste de fiduciaire, ni aucune des personnes qui ont respectivement un lien avec ceux-ci ou des membres du même groupe respectifs que ceux-ci, n'a un intérêt important, direct ou indirect, du fait de la propriété véritable de titres ou autrement, dans une opération concernant Artis au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ou dans une opération qui sera examinée à l'assemblée.

ASSURANCE RESPONSABILITÉ DES FIDUCIAIRES ET DES DIRIGEANTS

En plus de l'indemnité accordée aux termes de la déclaration de fiducie, les fiduciaires et les dirigeants de Artis sont protégés par une assurance responsabilité. La prime globale pour cette assurance pour la période allant du 31 octobre 2014 au 31 octobre 2015 s'élève à 75 066 \$. La limite de garantie globale applicable aux fiduciaires et aux dirigeants de Artis visés par l'assurance aux termes de la police s'établit à 30 000 000 \$.

AUDITEUR

L'auditeur de Artis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 est Deloitte s.r.l. La nomination de Deloitte s.r.l. à titre d'auditeur de Artis est entrée en vigueur à l'égard de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

QUESTIONS RELATIVES AU COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit est chargé : (i) d'examiner la mission de l'auditeur de Artis; (ii) d'examiner et de recommander aux fiduciaires en vue de leur approbation les états financiers annuels et trimestriels de Artis; (iii) évaluer le personnel financier et comptable de Artis; et (iv) examiner toute opération importante hors du cours normal des affaires de Artis et examiner tous les litiges en instance éventuels.

Le texte de la charte du comité d'audit de Artis est reproduit à l'annexe A de la notice annuelle. Pour obtenir d'autres renseignements sur la composition du comité d'audit, notamment la formation et l'expérience pertinente de chaque membre du comité d'audit, se reporter à la rubrique « Fiduciaires et membres de la direction – Questions relatives au comité d'audit » de la notice annuelle, qui est intégrée par renvoi dans la présente circulaire.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Des renseignements financiers se rapportant à Artis sont fournis dans les états financiers annuels audités ainsi que dans le rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Les documents précités ainsi que la notice annuelle peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com et peuvent aussi être obtenus sur demande écrite auprès de Artis Real Estate Investment Trust, 360, Main Street, bureau 300, Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3, à l'attention du service des relations avec les investisseurs.

APPROBATION DU CONSEIL

Le conseil des fiduciaires a approuvé le contenu de la présente circulaire et son envoi.

FAIT à Winnipeg, au Manitoba, le 1^{er} mai 2015.

AU NOM DU CONSEIL DES FIDUCIAIRES

(signé) « Armin Martens »
Fiduciaire

GLOSSAIRE

Sauf indication contraire, les définitions qui suivent s'appliquent à la présente circulaire.

« **Artis** » ou la « **Fiducie** » ou la « **FPI** » s'entend de Artis Real Estate Investment Trust, fiducie régie par la déclaration de fiducie;

« **assemblée** » s'entend de l'assemblée annuelle des porteurs de parts qui se tiendra le 18 juin 2015 à l'heure et au lieu indiqué dans l'avis de convocation à l'assemblée et, lorsque le contexte l'exige, inclut toute reprise de celle-ci;

« **attribution(s)** » s'entend d'une attribution d'option, de parts incessibles, de parts différées ou de droit de souscrire des parts payables par versements conformément aux dispositions du régime incitatif fondé sur des titres;

« **avis de convocation à l'assemblée** » s'entend de l'avis de convocation à l'assemblée accompagnant la présente circulaire;

« **chef de la direction** » s'entend du chef de la direction de Artis;

« **chef des finances** » s'entend du chef des finances de Artis;

« **circulaire** » s'entend de la présente circulaire d'information de la direction datée du 1^{er} mai 2015;

« **conseil des fiduciaires** » ou « **conseil** » s'entend du conseil des fiduciaires de Artis;

« **date de clôture des registres** » s'entend du 29 avril 2015;

« **déclaration de fiducie** » s'entend de la déclaration de fiducie de Artis, qui a été modifiée le plus récemment aux termes de la quatrième déclaration de fiducie modifiée et mise à jour datée du 2 août 2012 et qui est complétée par les certificats des modalités relatives aux parts privilégiées approuvées par les fiduciaires avec prise d'effet le 2 août 2012 à l'égard des parts de série A et des parts de série B, les certificats des modalités relatives aux parts privilégiées approuvées par les fiduciaires avec prise d'effet le 18 septembre 2012 à l'égard des parts de série C et des parts de série D et les certificats des modalités relatives aux parts privilégiées approuvées par les fiduciaires avec prise d'effet le 21 mars 2013 à l'égard des parts de série E et des parts de série F, respectivement, aux termes de laquelle Artis est régie par les lois de la province du Manitoba, telle qu'elle peut être modifiée, complétée et mise à jour à l'occasion;

« **fiduciaire** » s'entend d'un fiduciaire de Artis et « **fiduciaires** » s'entend de tous les fiduciaires de Artis;

« **fiduciaires indépendants** » s'entend des fiduciaires qui sont indépendants au sens du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*;

« **Loi de l'impôt** » s'entend de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), L.R.C. 1985 (5^e suppl.) c. 1, en sa version modifiée;

« **notice annuelle** » s'entend de la notice annuelle de Artis datée du 6 mars 2015 établie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014;

« **option** » désigne une option visant l'achat d'une part;

« **part** » s'entend d'une part de fiducie avec droit de vote et de participation de Artis, mais ne comprend pas les parts privilégiées de Artis;

« **participant** » s'entend d'un fiduciaire, ou un employé ou un dirigeant de Artis ou d'un membre de son groupe ou encore un fournisseur de services désigné, à qui une attribution est accordée;

« **part différée** » s'entend d'une promesse contractuelle visant à émettre des parts ou de remettre un montant en espèces correspondant à la juste valeur marchande des parts visées par l'attribution, à une date future précise (établie au moment de la distribution) conformément au régime incitatif fondé sur des titres;

« **part payable par versement** » s'entend d'une part souscrite par un participant, à un prix d'achat correspondant au moins à la juste valeur marchande de la part, lequel prix sera payable par versements en espèces (établis au moment de la distribution) conformément au régime incitatif fondé sur des titres;

« **parts incessibles** » s'entend d'une promesse contractuelle visant à émettre des parts ou un montant en espèces correspondant à la juste valeur marchande des parts visées par l'attribution, à une date future précise (établie au moment de la distribution) conformément au régime incitatif fondé sur des titres;

« **porteur de parts** » s'entend d'un détenteur de parts;

« **régime incitatif fondé sur des titres** » s'entend du régime incitatif à valeur fixe daté du 19 juin 2014;

« **représentants de la direction** » s'entend de MM. Armin Martens et Wayne Townsend, les personnes choisies par Artis pour représenter les porteurs de parts qui remplissent le formulaire de procuration accompagnant la présente circulaire;

« **résolution ordinaire** » s'entend du vote affirmatif d'au moins la majorité des voix exprimées par des porteurs de parts à l'égard d'une question déterminée;

« **TSX** » s'entend de la Bourse de Toronto.

ANNEXE A – MANDAT DU CONSEIL DES FIDUCIAIRES

Le conseil des fiduciaires (le « conseil ») de Artis Real Estate Investment Trust (la « FPI ») a établi qu'il serait pertinent pour le conseil d'adopter un mandat écrit décrivant ses responsabilités et ses obligations en ce qui a trait à la supervision des activités et des affaires de la FPI et des comités du conseil.

Le conseil a adopté le présent mandat, qui tient compte de l'engagement de la FPI quant à l'adoption de normes de gouvernance rigoureuses dans le cadre de l'aide qu'elle apporte au conseil pour superviser la gestion des activités et des affaires de la FPI, tel qu'il est prévu dans la déclaration de fiducie de la FPI.

A. QUESTIONS DE PROCÉDURE

1. Les membres du conseil occupent leur poste avec l'assentiment des porteurs de parts de la FPI, et ceux-ci élisent chaque année les membres du conseil (sauf dans la mesure prévue dans la déclaration de fiducie de la FPI).
2. Le conseil peut nommer, à l'occasion, les comités qu'il juge pertinents conformément à la déclaration de fiducie de la FPI afin qu'ils agissent pour le compte du conseil ou qu'ils fassent des recommandations à celui-ci en ce qui a trait aux questions traitées par le conseil. Si ces comités se veulent des comités permanents, ils auront un mandat définissant leurs responsabilités à l'égard du conseil et prévoyant l'ampleur des pouvoirs qui leur sont délégués. Sous réserve des lois applicables et de la déclaration de fiducie de la FPI et sauf tel qu'il est prévu dans la déclaration de fiducie, le conseil peut déléguer ses fonctions à ses comités.
3. Au moins la majorité des fiduciaires doivent être indépendants, au sens de la déclaration de fiducie de la FPI et conformément aux exigences des organismes de réglementation compétents et des bourses pertinentes.
4. Le conseil choisit un fiduciaire afin qu'il agisse à titre de président du conseil. Le conseil fournit à son président un mandat écrit.
5. Les membres du conseil ont le droit de recevoir, en leur qualité de membres du conseil, la rémunération fixée à l'occasion par le conseil sur la recommandation de son comité de gouvernance et de la rémunération.
6. À l'occasion, le conseil évalue son efficacité et celle de ses comités en ce qui a trait à sa contribution et à celle de ses comités à la FPI ainsi qu'à la représentation des porteurs de parts de la FPI au sein du conseil. Le conseil se réunit à huis clos de façon régulière à cette fin et à d'autres fins connexes.
7. À l'occasion, le conseil prend en considération ses ressources, y compris la pertinence des renseignements qui lui sont fournis en ce qui a trait à la supervision de la direction de la FPI, et discute de ses conclusions avec la direction.
8. Les fonctions mentionnées aux alinéas B(1)a), c), d), e), g) et j), au paragraphe B(2) et aux alinéas B(4)a) et b) ne peuvent être déléguées.

B. FONCTIONS

1. Responsabilités générales
 - a) Le conseil s'acquitte de responsabilités de gérance générales à l'égard de la FPI. La gérance comprend notamment les responsabilités et les obligations précises soulignées dans le présent mandat.
 - b) Le conseil supervise la direction de la FPI. Pour ce faire, il établit une relation de travail dynamique avec le chef de la direction, le chef des finances et les autres dirigeants de la FPI afin de créer une culture d'intégrité.
 - c) Les dirigeants de la FPI, sous la gouverne du chef de la direction, sont responsables de la gestion quotidienne de la FPI et de la présentation de recommandations au conseil en ce qui a trait à des objectifs à long terme, notamment stratégiques, financiers et organisationnels.
 - d) Les rôles et les responsabilités du conseil ont pour objet de se concentrer principalement sur l'élaboration d'objectifs stratégiques, financiers et organisationnels à long terme pour la FPI et sur la supervision du rendement de la direction. Le conseil est notamment responsable de ce qui suit :
 - (i) au moins une fois l'an, participer à l'élaboration et à l'approbation d'un plan stratégique pour la FPI;
 - (ii) repérer les principaux risques inhérents aux activités de la FPI et veiller à l'élaboration de systèmes adéquats pour la gestion de ces risques;

- (iii) planifier la relève (notamment nommer, former et superviser les membres de la haute direction);
 - (iv) veiller à l'intégrité et à l'efficacité des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion de la FPI;
 - (v) définir les rôles et les responsabilités de la direction;
 - (vi) passer en revue et approuver les objectifs d'affaires et les objectifs en matière de placement qui seront fixés par la direction de la FPI;
 - (vii) évaluer le rendement de la direction;
 - (viii) examiner la stratégie de gestion de la dette de la FPI;
 - (ix) assurer une communication efficace et adéquate avec les porteurs de parts et les autres parties intéressées, ainsi qu'avec le public dans son ensemble;
 - (x) constituer les comités du conseil, lorsqu'il est nécessaire ou prudent de le faire, et élaborer leur mandat au besoin.
- e) Le conseil examine et approuve les objectifs financiers de la FPI ainsi que ses plans d'affaires à court et à long termes en ce qui a trait aux activités de la FPI et surveille le rendement conformément à ces plans. Le conseil approuve également, sans restreindre ses obligations et ses responsabilités décrites dans la déclaration de fiducie :
- (i) les imputations sur les fonds propres et les dépenses en immobilisations importantes;
 - (ii) toutes les opérations importantes;
 - (iii) toutes les questions dont on s'attend à ce qu'elles aient des répercussions majeures pour les porteurs de parts, les créanciers ou les employés;
 - (iv) conformément aux conseils du comité de gouvernance et de la rémunération, la nomination de toute personne à un poste de dirigeant de la FPI;
 - (v) le plan stratégique de la FPI;
 - (vi) tout projet de modification de la rémunération à verser aux membres du conseil sur la recommandation du comité de gouvernance et de la rémunération.
- f) Le conseil a constitué un comité de gouvernance et de la rémunération qui décide de l'approche du conseil face à la gouvernance, y compris l'élaboration d'un ensemble de principes et de lignes directrices applicables à la FPI.
- g) Une fois l'an, le conseil évalue quelles sont les habiletés et les compétences supplémentaires qui pourraient servir au conseil. Il incombe au comité de gouvernance et de la rémunération, dont les recherches seront guidées par les conclusions du conseil en ce qui a trait aux compétences et aux habiletés, d'identifier des personnes précises dont la candidature sera prise en considération.
- h) Le conseil surveille le caractère éthique des comportements ainsi que la conformité aux lois et aux règlements (ce qui comprend la supervision du choix des principes comptables essentiels sur la recommandation du comité d'audit du conseil).
- i) En ce qui a trait aux risques et aux occasions considérables ayant une incidence sur la FPI, le conseil peut imposer à l'égard des activités de la FPI des restrictions dans l'intérêt de la FPI et de ses porteurs de parts.
- j) Le conseil adopte des normes financières prudentes en ce qui a trait aux affaires de la FPI et approuve périodiquement des taux d'endettement cibles relatifs à la capitalisation consolidée de la FPI ainsi qu'à d'autres normes en matière de prudence financière semblables.
- k) Le conseil s'acquiesce des autres fonctions qui sont prévues par la loi, qui lui sont attribuées aux termes de la déclaration de fiducie de la FPI et qu'il peut établir à l'occasion conformément à ses pleins pouvoirs.

- l) Le conseil reçoit de façon régulière les rapports suivants :
 - (i) des rapports périodiques présentés par ses comités à la suite de réunions des comités et, une fois l'an, un rapport présenté par chaque comité décrivant le travail effectué par le comité ainsi que ses recommandations, s'il en est, à l'égard de la modification de ses responsabilités et de son efficacité;
 - (ii) des rapports réguliers présentés par le chef de la direction et le chef des finances portant sur le rendement financier ainsi que le rendement en matière d'exploitation de la FPI.

2. Lien avec les comités

- a) Le conseil évalue une fois l'an le mandat de ses comités.
- b) Le conseil nomme une fois l'an un membre de chaque comité afin qu'il agisse en qualité de président du comité, conformément aux conseils du président du conseil et du comité de gouvernance et de la rémunération.

3. Haute direction

- a) De pair avec le comité de gouvernance et de la rémunération, le conseil examine et approuve les objectifs fixés pour le chef de la direction ainsi que le rendement par rapport à ces objectifs.
- b) Le conseil nomme et supervise le chef de la direction et les autres membres de la haute direction, approuve leur rémunération (conformément aux conseils du comité de gouvernance et de la rémunération) et, tel qu'il est permis par la déclaration de confiance et les lois applicables, délègue à la haute direction la responsabilité de l'exploitation quotidienne de la FPI.
- c) Dans la mesure du possible, le conseil juge de l'intégrité du chef de la direction et des autres membres de la haute direction, et il s'assure que le chef de la direction et les autres membres de la haute direction créent une culture d'intégrité au sein de la FPI.

4. États financiers et documents d'information importants

- a) Le conseil examine de façon continue le rendement financier et le rendement en matière d'exploitation sous-jacent de la FPI.
- b) Le conseil examine et approuve la notice annuelle de la FPI, son rapport annuel et les états financiers y afférents et son rapport de gestion annuel. Ce faisant, le conseil prend en considération la qualité et la pertinence des renseignements fournis du point de vue de ses porteurs de parts.
- c) Il incombe au conseil d'examiner et d'approuver la publication des états financiers trimestriels et des renseignements connexes.
- d) Le conseil examine de façon périodique les façons dont les porteurs de parts peuvent communiquer avec la FPI, y compris la possibilité de le faire à l'occasion de l'assemblée annuelle, l'interface de communication par l'intermédiaire du site Web de la FPI et le caractère adéquat des ressources au sein de la FPI permettant de répondre aux porteurs de parts.

C. RESSOURCES, RÉUNIONS ET RAPPORTS

1. Le conseil dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités. Le président du conseil a les pouvoirs nécessaires pour retenir les services de conseillers, tel qu'il peut être nécessaire de le faire à l'occasion, afin de fournir des conseils portant sur les obligations et les responsabilités au président du conseil ou au conseil.
2. Le conseil se réunit au moins quatre fois par année.
3. Le chef de la direction (s'il n'est pas un fiduciaire) participe habituellement aux réunions du conseil, et d'autres hauts dirigeants peuvent y assister de façon périodique, au besoin et tel qu'il est souhaitable pour permettre au conseil de se familiariser avec l'équipe de direction de la FPI.
4. Le président du conseil agit à titre de secrétaire, ou nomme un secrétaire, qui rédige le procès-verbal des réunions dans lequel il consigne toutes les mesures prises par le conseil. Ce procès-verbal est mis à la disposition des membres du conseil à leur demande et approuvé par le conseil aux fins de consignation dans les registres de la FPI.

5. On s'attend à ce que chaque fiduciaire fasse preuve de diligence dans sa préparation aux réunions du conseil et de tout comité dont il est membre. On inclut dans la préparation aux réunions l'examen préalable des documents inhérents à la réunion. En outre, on s'attend de chaque fiduciaire qu'il assiste à chaque assemblée annuelle des porteurs de parts. Les fiduciaires qui ne sont pas en mesure d'assister à une réunion du conseil ou d'un comité peuvent y participer par téléconférence.
6. Les membres du conseil ont le droit, dans l'exécution de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités respectifs, d'examiner les registres pertinents de la FPI et de ses filiales.
7. Sous réserve de l'approbation du président du comité de gouvernance et de la rémunération, les membres du conseil peuvent solliciter des conseils distincts afin de traiter de questions liées à leurs responsabilités à titre de membres du conseil.

D. COMMENTAIRES

Le conseil incite les porteurs de parts de la FPI à lui faire part de leurs commentaires. Vous pouvez communiquer avec le conseil à l'adresse suivante :

Président du conseil des fiduciaires
Artis Real Estate Investment Trust
360, Main Street, bureau 300
Winnipeg (Manitoba) R3C 3Z3